

« Cessons, si vous le voulez bien, de causer éternellement d'histoire nationale, à histoire nationale, sans nous comprendre. »

Marc Bloch,
Pour une histoire comparée des sociétés européennes.



Dessin de Georg Kutzke, poète et dessinateur, combattant sur le front est (Pologne, Russie). Pologne, août 1915. Extrait de son ouvrage *Vom polnischen Tod* (De la mort polonaise), Leipzig, Xenien Verlag, 1916.

D.R.

Ce dossier place la focale sur un aspect central de l'histoire des guerres au XX^e siècle en tant qu'elles sont le lieu et le moment d'une « rencontre » particulière entre occupants et occupés.

Cette rencontre est au cœur de la contribution de **Manon Pignot**, qui analyse la réaction des enfants du Nord de la France à l'occupation allemande pendant la Première Guerre mondiale. **Vejas G. Liulevicius** traite pour sa part des interactions entre occupants et occupés à l'est du continent européen, où la dimension multiethnique des populations occupées joue un rôle particulier. La fin de la Grande Guerre ne met pas fin aux situations d'occupation mais pour ainsi dire les inverse. D'occupants, les Allemands deviennent occupés. **Sabine Kienitz** rend ainsi compte de toute la gamme des réactions des habitants du Palatinat à l'occupation française de 1918 à 1930, en montrant notamment en quoi la violence peut être utilisée comme un mode de communication. Les violences sont aussi au cœur de la contribution de **Gaël Eismann**, qui compare les violences de l'occupation militaire nazie en France et à l'est du continent. **Riccarda Torriani**, enfin, montre que, si les occupants français et allemands entendent rompre radicalement avec les pratiques d'occupation des temps de guerre pour, par l'exemple, « rééduquer » et « démocratiser » les Allemands, ils puisent en revanche dans leurs propres répertoires d'action nationaux, issus de leurs expériences respectives de la colonisation.

DOSSIER EXPÉRIENCES D'OCCUPATION EN EUROPE, 1914-1949

Trimestriel - janv. 2006

N° 17

HISTOIRE & SOCIÉTÉS



Expériences d'occupation en Europe, 1914-1949

Dossier [page 6]

Travail [page 68]

La *Perruque*, un travail détourné
par Robert Kosmann



Biographie & groupe social [page 100]

Les travailleurs des arsenaux de terre en France :
un groupe de référence pourtant mal connu
Patrick Mortal



Image [page 114]

Représentations et stéréotypes dans le cinéma
documentaire colonial sur l'Algérie française
Sébastien Denis



est publiée avec le soutien de la



et le concours du Centre national du livre



10€

(France métropolitaine)

Contre une histoire officielle de la colonisation

Dans son n° 14, *Histoire & Sociétés* s'était fait l'écho de la mobilisation de différents collectifs, notamment d'historiens et d'enseignants d'histoire-géographie, contre la loi du 23 février 2005. En son article 4, rappelons-le, cette loi entend inclure dans les programmes scolaires et enjoindre aux enseignants de faire connaître le « rôle positif » de la colonisation.

Depuis le 25 mars et la première pétition demandant l'abrogation de cet article de loi, la mobilisation ne cesse de prendre de l'ampleur. Pourtant, le 29 novembre encore, les députés de la majorité refusaient d'abroger cet article lors d'un débat à l'Assemblée nationale. Et bien que Jacques Chirac ait déclaré, le 9 décembre dernier : « Ce n'est pas à la loi d'écrire l'histoire. L'écriture de l'histoire, c'est l'affaire des historiens », l'abrogation de l'article 4 n'est toujours pas à l'ordre du jour. À tel point qu'un collectif de juristes et d'historiens a entamé, courant janvier, une procédure juridique dite de délégalisation de cet article de loi.

Se mobiliser est donc plus que jamais à l'ordre du jour. *Histoire & Sociétés* veut y contribuer, aujourd'hui, en publiant le texte d'une nouvelle pétition, lancée en décembre par les historien(ne)s Sylvie Thénault et Claude Liauzu, et dans son prochain numéro, en revenant plus longuement sur ce qui est devenu, depuis la mi-décembre, un débat sur les lois dites mémorielles et les usages publics de l'histoire.

Pour signer cette pétition : contre_loi_fev05@yahoo.fr

Pétition :

« Les députés de la majorité ont refusé de la majorité d'abroger cet article. Ce qui avait été adopté par une assemblée quasi déserte, en catimini, vient d'être confirmé en toute connaissance de cause. La pétition des historiens contre la loi, publiée par Le Monde du 21 mars, a été à l'origine d'un mouvement de protestation représentatif de la majorité des enseignants et des chercheurs. La demande d'abrogation a été faite aussi par l'Association des professeurs d'histoire et géographie, par les syndicats enseignants, par les associations telles que la LDH et

Nous n'appliquerons pas l'article 4 de la loi du 23 février stipulant que « les programmes scolaires reconnaissent le rôle positif » de la colonisation.

la LEFP. La presse s'en est faite l'écho et a ouvert un débat depuis plusieurs mois. Le gouvernement, en particulier son ministre de l'Éducation nationale, qui affirme que les programmes demeurent inchangés, le président de la République, qui parle de « grosse connerie », mesure la gravité de la situation ainsi créée, le gâchis qu'ils ont laissé devenir insupportable :

– une loi qui ne peut être appliquée, mais dont on ne peut obtenir l'abrogation ;
– une loi qui compromet le traité franco-algérien de paix et d'amitié en préparation, alors que des liens étroits et anciens associent les deux sociétés ;

– une loi privant de tout passé des millions d'habitants de ce pays, nationaux ou étrangers, qui ne se reconnaissent pas dans cette falsification de l'histoire ;
– une loi qui impose une histoire officielle et nie la liberté des enseignants, le respect des élèves.

Cette loi permettra, à l'évidence, à des groupes de pression d'intervenir contre les manuels scolaires et les enseignants qu'ils jugeraient non conformes à l'article 4. Cette loi, imposée par des groupes de pression nostalgiques du colonialisme et revanchards, nourris d'une culture d'extrême droite, est une loi de régression culturelle en ce début de XXI^e siècle où toutes les sociétés doivent relever le défi de leur mondialisation, assumer leur pluralité, qui est une richesse.

Cette loi discrédite et ridiculise l'image de la société française à l'étranger, et le communautarisme chauvin qui l'inspire ne peut que favoriser des réactions de rejet. Présente dans le droit français, elle reste une menace pour l'avenir : si le gouvernement actuel promet d'en limiter la portée, qu'en sera-t-il de ses successeurs ?

Universitaires, chercheurs, enseignants, nous n'appliquerons pas cette loi scélérate et continuons de demander l'abrogation de son article 4.

Nous demandons aux institutions universitaires, aux IUFM, aux associations professionnelles, aux syndicats d'enseignants, aux parents d'élèves d'organiser un vaste mouvement de protestation.

Histoire & Sociétés est publiée à l'initiative de l'association Groupe d'histoire sociale.

Directeur de la publication : Ph. Frémaux.

Rédaction : Groupe d'histoire sociale, 20, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris. <http://groupe.dhistoire.socia.free.fr>

Secrétaire de la revue : Michel Pinault pinault.mjm@wanadoo.fr

Coordonnateurs du dossier : N. Beaupré, A. Duménil et B. Majerus

Comité de rédaction : J. Aubrun, N. Beaupré, A. Bidet, P. Buresi, P. Causarano (Florence), B. Curi (Cosenza), O. Compagnon, P. Di Girolamo (Teramo), V. Galimi (Rome), F. Godicheau, A. Gounot, V. Gourdon, Fr. Guedj, J. L. Ledesma (Saragosse), I. Lespinat-Moret, J.-C. Leyris, A. Lorry, L. Machu, J. Martin, A. Michel, D. Niget, I. Ohayon, M. Peticlerc (Montréal), M. Pinault, L. Pitti, P. Toucas, X. Vigna, M. Yusta (Saragosse).

En italique, les membres du comité qui assurent le secrétariat de rédaction.

Correspondants : R. Bianchi (Florence – Italie), E. Eigan (Stockholm – Suède), M. Galfre (Florence – Italie), C. Kohser-Spohn (Braunschweig – Allemagne), J. Thompson (Bristol – Royaume-Uni)

Correction-révision : A.-J. Martin, martinaj2@wanadoo.fr

Conception : L. Ciry, lciry@wanadoo.fr

Réalisation graphique et photographie : Studio Préférences, 21800 Quétigny

Impression : L'imprimerie de Champagne, 52200 Langres.

Commission paritaire : 1106K83320, ISSN : 1633-2784, Dépôt légal : octobre 2005.

Relations abonnés : Tél. : 03 80 48 10 25 (8h-12h30 et 13h30-18h) Courriel : abonnements@alternatives-economiques.fr

Diffusion en librairie : Dif'Pop, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 01 40 24 21 31, Fax : 01 40 24 15 88.

Éditée par Scop SA Alternatives Économiques RCS Dijon : 84 B 221 Siret : 330 394 479 00043

Histoire & Sociétés est publiée avec le concours du Centre national du livre, du Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (Paris ICNRS), de l'IDHE (Paris X-Nanterre), de l'université Paris VIII, de la MiRe (ministère de l'Emploi et de la Solidarité), du Musée social (Cedias), des Archives du monde du travail (Roubaix), de l'Institut régional du travail (Aix-en-Provence) et de la MGEN.

© Alternatives Économiques. Toute reproduction, même partielle, des textes, infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction. Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.

Crédits photos de couverture de haut en bas : 1- Massacre de civil, front de l'Est, photographe amateur allemand © collection particulière/D.R./D.R. 2-3-D.R. 4- de couverture : D.R.

4
5
6

Conseil scientifique

Éditorial

(coordonné par N. Beaupré, A. Duménil et B. Majerus)

Dossier Expériences d'occupation en Europe, 1914-1949

6 Ouverture

Manon Pignot
université de Paris X-Nanterre

8 Expériences enfantines d'occupation pendant la Grande Guerre : le cas français

Vejas G. Liulevicius
université du Tennessee

20 Les dimensions sociales de l'occupation militaire : la domination allemande en Europe du Nord-Est (1914-1918)

Sabine Kienitz
université de Tübingen

32 L'occupation française et la construction culturelle des différences nationales dans le Palatinat de 1918 à 1930

Gaël Eismann
IHTP et université de Paris X-Nanterre

44 La politique répressive du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, un cas singulier en Europe occupée (1940-1944) ?

Riccarda Torriani
National University of Ireland, Galway

56 « Des Bédouins particulièrement intelligents » ? La pensée coloniale et l'occupation de l'Allemagne (1945-1949)

67

Travail

68

La « perruque », un travail détourné Robert Kosmann

81

En couleurs...

Perruque / Jardin d'enfants Viscoze / Images « belges » d'occupation / Images « russes » d'occupation

99

Biographie & groupe social

100

Les travailleurs des arsenaux de terre en France : un groupe de référence pourtant mal connu par Patrick Mortal

113

Image

114

Représentations et stéréotypes dans le cinéma documentaire colonial sur l'Algérie française par Sébastien Denis

128

Comptes-rendus

141

Résumés/Abstracts

144

Avis aux auteurs

Conseil scientifique:

John Barzman, historien, université du Havre; **Stéphane Beaud**, sociologue, université de Nantes; **Jean-Claude Beaune**, philosophe, université de Lyon II; **Friedhelm Boll**, historien, Institut d'histoire sociale, Bonn; **Julian Casanova**, historien, université de Saragosse; **Santiago Castillo**, historien, université Complutense de Madrid; **Rémy Cazals**, historien, université de Toulouse-Le Mirail; **Christophe Charle**, historien, université de Paris I; **Patrick Cingolani**, sociologue, université de Paris X; **Fulvio Conti**, historien, université de Florence; **Alain Corbin**, historien, université de Paris I; **Julien Damon**, sociologue, CNAF; **Francis Démier**, historien, université de Paris X; **Jean-Paul Depretto**, historien, université de Toulouse II; **Giulia Di Bello**, historienne, université de Florence; **Michel Dreyfus**, historien, CNRS, université de Paris I; **Bouda Etemad**, département d'Histoire, université de Genève; **Didier Fassin**, sociologue, CNRS, université de Paris-Nord; **Paul Ginsborg**, historien, université de Florence; **Paolo Giovannini**, sociologue, université de Florence; **Jacques Girault**, historien, université de Villeneuve; **Giovanni Gozzini**, historien, département des Sciences de la communication, université de Sienna; **John Horne**, historien,

Trinity College de Dublin; **Hans-Ulrich Jost**, historien, université de Lausanne; **Harmut Kaelble**, historien, université Humboldt, Berlin; **Sandrine Kott**, historienne, université de Genève; **Michel Lescure**, historien, université de Paris X; **Jean-Noël Luc**, historien, université de Paris IV; **Michel Margairaz**, historien, université de Paris VIII; **Maria-Grazia Meriggi**, historienne, université de Bergame; **Pierre Michel**, lettres, université d'Angers; **Philippe Minard**, historien, université de Paris I; **Georges Mouradian**, conservateur aux Archives Nationales; **Gérard Noiriel**, historien, EHESS; **Catherine Omnès**, historienne, université de Saint-Quentin-en-Yvelines; **Michel Pigenet**, historien, université de Paris I; **Alain Plessis**, historien, université de Paris X; **Philippe Poirrier**, historien, université de Bourgogne; **Antoine Prost**, historien, université de Paris I; **Dario Ragazzini**, historien, département des Sciences de l'éducation, université de Florence; **Michel Ralle**, historien, université de Paris IV; **Michèle Riot-Sarcey**, historienne, université de Paris VII; **Jean-Louis Robert**, historien, université de Paris I; **Jean Sagnes**, historien, université de Perpignan;

Donald Sassoon, historien, Queen's College de Londres; **Philippe Savoie**, historien, INRP/UPRA CNRS 1397; **Simonetta Soldani**, historienne, université de Florence; **Marcelle Stroobans**, sociologue, Institut de sociologie de Bruxelles; **Danielle Tartakowsky**, historienne, université de Paris VIII; **Christian Topalov**, sociologue, directeur de recherche au CNRS; **André Tosel**, philosophe, université de Nice; **Marcel Van der Linden**, directeur de l'Institut d'histoire sociale, Amsterdam; **Denis Varaschin**, historien, université d'Artois; **François Vatin**, sociologue, université de Paris X; **Patrick Verley**, historien, université de Genève; **Noel Whiteside**, historienne, université de Warwick; **Michelle Zancarini-Fournel**, historienne, IUFM de Lyon.

Histoire & Sociétés, revue européenne d'histoire sociale, est publiée avec le concours du Centre national du livre, du Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (Paris I-CNRS), de l'IDHE (Paris X-Nanterre), de l'université Paris VIII, de la MiRe (ministère de l'Emploi et de la Solidarité), du Musée social (Cedias), des Archives du monde du travail (Roubaix), de l'Institut régional du travail (Aix-en-Provence) et de la MGEN.

Éditorial n° 17

A première vue et même si elles eurent des antécédents en France et ne manquent pas de rappeler celles que connurent par exemple les États-Unis ou la Grande-Bretagne, les émeutes urbaines qui ont embrasé les villes françaises en novembre défient l'analyse et prêtent le flanc à diverses interprétations : comme aphasiques, les acteurs ne portent pas une parole construite qui viendrait expliciter leur geste destructrice ; isolés les uns et des autres, ils échappent aux formes traditionnelles de mobilisation collective et de sociabilité militante et apparaissent coupés des mouvements sociaux « classiques » qui ont lieu dans le même temps (traminots marseillais, marins et dockers de la SNCM, enseignants) ; nihilistes, ils scient la frêle branche sur laquelle ils sont assis en incendiant « sans raison » la crèche de leur quartier. Pourtant, divers travaux, parfois déjà anciens, existent qui témoignent de ce que les événements du mois de novembre 2004 s'intègrent dans un processus long de remodelage de la société française ¹.

Produit de la criminalisation de la pauvreté et de l'émergence de la « sécurité » comme nouveau paradigme politique, la « révolte des banlieues » est aussi une réponse directe aux choix économiques et sociaux réalisés en France au cours des vingt-cinq dernières années. L'État redistributeur, la question de sa pertinence ou de son obsolescence, ses réalisations et ses ratés sont en effet au cœur des événements qui ont fait du « jeune de banlieue » ² l'incarnation de l'exclusion. Privé d'une école garante de l'égalité des chances (limites et carences de la politique des zones d'éducation prioritaire), confronté à des formes d'urbanité archaïques et ghettoisantes (échec de la politique de la ville et du logement), banni du marché du travail (discriminations, insuffisances des plans de relance de l'emploi et des 35 heures), dépourvu des codes de socialisation les plus élémentaires (échec de la démocratisation de la culture), l'« émeutier » apparaît comme le produit de sociétés anomiques, issues de la mutation néo-libérale.

Il ne saurait pour autant être réduit à une simple victime, obscur objet de sociologie. Car en n'acceptant pas les insultes proférées par le ministre de l'Intérieur, en rejetant l'arbitraire policier et en revendiquant l'égalité des chances que lui enseignent les manuels d'éducation civique, les jeunes en question ont fait irruption sur la scène politique : ils ont formulé des « positions » politiques, en s'appuyant sur l'assimilation d'un certain nombre de valeurs républicaines. En choisissant la forme spectaculaire et « inacceptable » du feu, en évitant la bataille rangée au profit d'une stratégie de guérilla – celle qui a aussi été éprouvée lors des derniers grands rassemblements altermondialistes – ils ont démontré une bonne connaissance du fonctionnement des médias. En réalité, ils ne sont peut-être pas aussi « exclus » qu'il y paraît. ■

La rédaction



¹ Voir, par exemple, Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995 ; Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Violences urbaines, violence sociale*, Fayard, 2003 ; François Dubet et Didier Lapeyronie, *Quartiers d'exil*, Seuil, 1992. Ainsi que : Michelle Zancarini-Fournel, « Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise (1971-1981) », *Vingtième siècle*, n° 84, 2004, p. 119-127 : l'auteure, à partir d'une étude centrée sur la région lyonnaise, démontre que les rébellions urbaines commencent dès le début des années 1970, notamment à Vaux-en-Velin et Villeurbanne, et pointe l'impact des traces de la guerre d'Algérie.

² La moyenne d'âge des émeutiers est estimée à 17 ans.

Par Nicolas Beaupré (Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne et Institut historique allemand de Paris), Benoît Majerus (université du Luxembourg), et Anne Duménil (université de Picardie Jules-Verne, Amiens).

Pour une histoire croisée des expériences d'occupation européennes (1914-1949)

1 Voir P. Causarano, O. Feiertag, V. Galimi, F. Guedj, R. Huret, I. Lespinet-Moret, J. Martin, M. Pinault, X. Vigna et M. Yusta (dir.), *Le XX^e Siècle des guerres*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004.

2 Trois des articles de ce dossier (ceux de Manon Pignot, Sabine Kienitz et Vejas G. Liulevicius), ainsi que les réflexions méthodologiques, sont issus d'un séminaire consacré aux expériences d'occupation du Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne (Ceria) du CNRS et de l'EHESS.

3 Philippe Burrin, « Faire l'histoire des occupations militaires », in Sarah Fishman, Laura Lee Downs, Ionnis Sinanoglou, Leonard V. Smith et Robert Zaretsky, *La France sous Vichy. Autour de Robert O. Paxton*, Bruxelles, Complexe, 2004, p. 91-104.

Si le XX^e siècle a souvent été défini comme un – voire comme « le » – « siècle des guerres »¹, il est tout autant un siècle profondément marqué par les expériences d'occupations. Celles-ci ont en effet représenté pour les Européens, en particulier dans la première moitié du siècle, un horizon d'expérience majeur.

Étroitement liées au phénomène guerrier, les occupations s'en distinguent cependant à de nombreux égards. Elles sont notamment le lieu d'une « rencontre » durable et dissymétrique entre des occupants – le plus souvent des militaires – et des occupés – le plus souvent des civils, dont les femmes et les enfants constituent des groupes importants. Cette « rencontre » complexe est au centre des textes que Manon Pignot, Vejas G. Liulevicius, et Sabine Kienitz proposent dans ce dossier².

Cette « rencontre » – dont le degré de violence est variable, comme le montre Gaël Eismann – est souvent à l'origine d'une réaffirmation, d'une redéfinition ou d'une construction identitaire en opposition à l'« Autre », presque toujours considéré comme un ennemi ; en retour, la collaboration avec cet ennemi engendre parfois, au sein de la communauté occupée, des tensions, pouvant aller jusqu'à la guerre civile, qui culminent fréquemment en période de sortie d'occupation, comme au moment de l'épuration en France. Par-delà des situations et contextes très différents – occupation de guerre et occupation de paix, Est et Ouest de l'Europe –, ces contributions nous encouragent donc implicitement aux comparaisons.

Par sa remémoration, cette expérience structure ainsi les constructions d'identités nationale et sociale et constitue une expérience fondatrice autant qu'une période de référence négative. Le cas de la France frappée, pour reprendre l'expression d'Henry Rousso, du « syndrome de Vichy » n'est que le plus connu – pour les Français – des exemples de ce phénomène. Aussi l'histoire des périodes d'occupation prend-elle souvent la forme d'un examen de conscience qui peut se traduire par des tendances apologétiques ou, au contraire, par une (auto)déploration accusatrice.

Les occupations ont été depuis trop longtemps étudiées dans une perspective nationale et sous l'angle du couple antinomique collaboration-résistance³. Il importe donc aujourd'hui d'opérer un double



Deutscher Soldat teilt sein Brot mit feindlichen Bewohnern. Die Kinder in einer besetzten französischen Gasse scheinen das deutsche Brot zu genießen.
The German soldier dividing his bread with the Alien population. The children in an occupied French district seem to enjoy the German bread.
El soldado alemán reparte su pan con el pueblo enemigo. Los niños en una aldea francesa conquistada, saborean gustosamente el pan alemán.
Le soldat allemand partage son pain avec la population ennemie. Les enfants d'une petite localité française occupée trouvent le pain allemand très à leur goût.
Il soldato tedesco divide il suo pane colla popolazione nemica. Bambini, in una località francese conquistata, che mangiano con appetito il pane dei soldati tedeschi.
Soldado alemão está partilhando seu pão com a povoação inimiga. Meninos numa povoação conquistada francesa gostam do pão alemão.

mouvement heuristique pour rouvrir ce dossier et interroger les supposées singularités de ces périodes.

Le premier mouvement consiste à dégager l'historiographie d'un carcan national, en mettant en œuvre des méthodologies comparatives – aussi bien diachroniques que synchroniques – croisées, transnationales⁴, ou encore en faisant varier, dans un deuxième mouvement, les échelles d'analyse.

Ce jeu d'échelles permet aussi de dépasser le couple collaboration-résistance, dominé par une hypertrophie de l'identité nationale comme facteur explicatif. Cette vision anachronique, d'après-guerre, fige la compréhension des dynamiques à l'œuvre dans les occupations, que ce soit d'ailleurs pour étudier le rapport à la violence ou à ce qui peut être perçu, à mesure que la situation s'installe, comme une nouvelle – ou illusoire – normalité qui emprunte parfois des traits à la situation antérieure. La démarche doit se placer dans une perspective socio-historique plus longue, dans laquelle le changement de régime politique ne doit pas toujours forcément être considéré comme une rupture fondamentale⁵. Occupations et logiques sociétales d'avant-guerre doivent être reliées. Dans cette optique, Riccarda Torriani met en évidence les effets des différentes pensées coloniales sur les occupations d'après-guerre de l'Allemagne dans les zones britannique et française. Quant à Gaël Eismann, elle montre aussi comment des images de l'Autre forgées par les Nazis avant la guerre ont pu avoir des effets sur la façon d'occuper les territoires à l'Est et à l'Ouest de l'Europe.

Cette approche permet l'étude des situations d'occupation au niveau de la communication et de l'interaction entre occupants et occupés au quotidien dans leurs dimensions sociales et anthropologiques, en mettant les expériences aussi bien au cœur du dispositif heuristique que de l'intérêt même de l'objet. L'objectif de ce dossier est donc bien de contribuer à ce double désenclavement de la question, permis par une approche sociale et culturelle croisée. ■

Photographie issue d'une publication allemande officielle de propagande : *Der Grosse Krieg in Bildern*, n° 1, Berlin, Georg Stilke, 1915. La légende est écrite en six langues.

4 On s'appuiera notamment sur Michael Werner et Bénédicte Zimmermann (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Le Seuil, 2004.

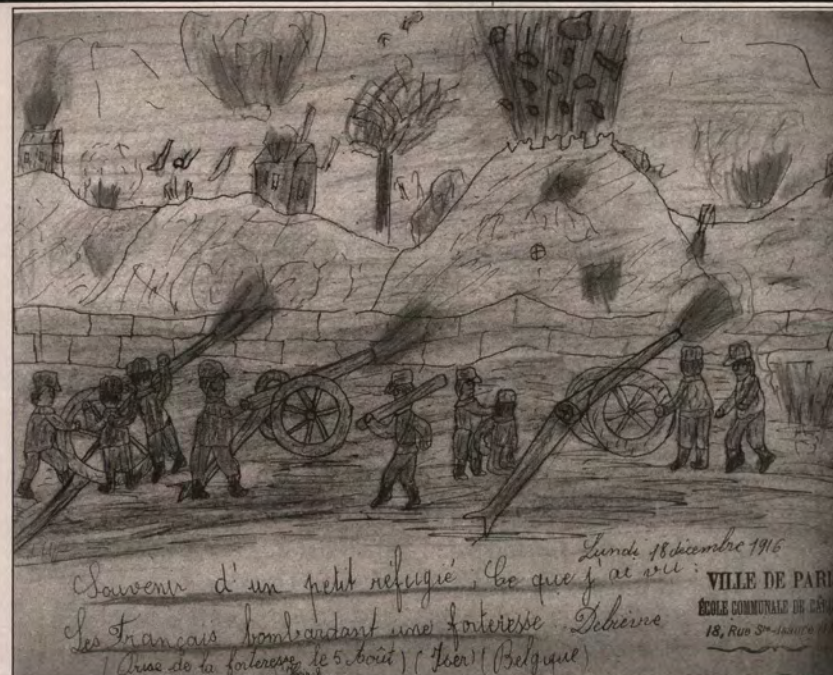
5 Gérard Noiriel, *Les Origines républicaines de Vichy*, Paris, 1999, p. 39-43.

Par Manon Pignot,
EHESS, université
de Paris X-Nanterre.

Expériences enfantines d'occupation pendant la Grande Guerre : pratiques et représentations à travers le cas français

Pour accéder à l'enfance en guerre, l'historien a traditionnellement recours aux sources institutionnelles, c'est-à-dire principalement aux sources scolaires [Audoin-Rouzeau, 1993 ; Loubès, 2001]. Circulaires, journaux d'enseignants ou cahiers de roulement constituent des fonds généralement bien conservés et donc accessibles, par exemple aux archives de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) à Rouen. Or la situation d'occupation induit par définition une désorganisation, partielle ou totale, de l'école. Pendant la Première Guerre mondiale, le système scolaire du Nord de la France est ainsi largement déréglé, tant au niveau rectoral, avec le rapatriement général des instituteurs, qu'au niveau local, où ceux qui restent n'ont pas forcément la possibilité de faire classe, et en tout cas pas dans les conditions d'avant-guerre. En outre, les sources institutionnelles ne permettent pas véritablement d'atteindre l'expérience enfantine, c'est-à-dire la dimension vécue de l'événement, le quotidien de la guerre – et plus encore de l'occupation – et ce qu'il recouvre : les modalités de l'invasion, la confrontation à la violence, à l'arbitraire, les questions centrales de la santé ou de l'approvisionnement, etc. Le renouvellement des sources qu'implique l'étude des zones occupées d'un point de vue enfantin est par conséquent nécessaire.

Parmi les documents produits par les enfants, on se repliera donc sur trois types de sources : les journaux de guerre, les dessins,



Musée de Montmartre

Debièvre, « Souvenir d'un petit réfugié » belge, 18 décembre 1916. Voir, dans le n° 13 de *Histoire et Sociétés* (janvier 2005, p. 89-91), la présentation de cette collection et de l'ouvrage de Manon Pignot *La Guerre des crayons*, Paris, Parigramme, 2004.

et les témoignages oraux. Le journal intime est en effet un des lieux d'expression privilégiés de l'expérience de guerre, dont la richesse est redoublée par le phénomène d'occupation, qui confronte les diaristes à un renforcement de leur isolement et de leur claustration. C'est d'ailleurs avec les journaux de guerre que peut être posée la question des différences de genre au sein de l'expérience enfantine, puisque c'est une pratique très largement féminine [Lejeune, 1993 ; Pignot, 2006]. Mais il s'agit aussi d'une pratique essentiellement bourgeoise ; or, contrairement à l'arrière, le fait d'appartenir à la bourgeoisie n'est pas forcément, en zone occupée, un critère de « protection ». Au contraire, les notables sont pris comme otages, leurs maisons prioritairement réquisitionnées pour les officiers ou pour des soldats, leurs biens personnels visés par les réquisitions et les perquisitions. Cependant, on peut supposer aussi que la vie quotidienne de la bourgeoisie est adoucie parce qu'elle possède notamment les moyens financiers de « se débrouiller ».

Les dessins d'enfants constituent aussi une source importante dans la mesure où il s'agit d'un mode d'expression à part entière, notamment pour les jeunes enfants qui n'ont pas ou peu recours à l'écrit [Pignot, 2004]. Le dessin permet de transcrire ou de souligner les préoccupations, voire les obsessions de l'expérience enfantine d'occupation¹. On peut également s'appuyer sur les témoignages oraux : difficiles d'accès et en voie de raréfaction pour la Grande Guerre, ces témoignages d'« anciens enfants » n'en sont pas moins suffisamment nombreux pour qu'on les prenne en compte. Il a jusqu'ici été possible d'obtenir une trentaine d'entretiens de ce type, après un appel à témoins ayant reçu 80 réponses positives. Enfin, nous disposons, pour le cas français, d'un fonds assez

¹ On le voit par exemple dans les dessins de petits réfugiés belges contenus dans le fonds montmartrois de l'école de la rue Lepic (Musée de Montmartre, Paris).

exceptionnel conservé à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC, fonds F° 1126) : il s'agit d'une vaste enquête menée en 1920 dans le ressort de l'académie de Lille auprès des instituteurs et directeurs d'école, sur leur expérience de l'occupation, alliée ou ennemie². Le fonds comporte également, fait quasi unique, de très nombreuses réponses d'élèves, que nous nous attacherons à étudier plus particulièrement, après avoir envisagé les principales caractéristiques de l'expérience enfantine d'occupation.

Les marqueurs quotidiens de l'occupation

C'est par la faim que les enfants font d'abord l'expérience de l'occupation. Il s'agit bien sûr du manque de nourriture, dont le souci quotidien prend une dimension véritablement obsessionnelle. Mais la faim conduit aussi les enfants à expérimenter les autres composantes du phénomène d'occupation. Au-delà du sentiment de privation, la faim est aussi le vecteur de la confrontation aux réquisitions, en grande partie relatives aux vivres, et de la découverte de l'arbitraire, à travers les interdictions qui n'ont d'autre but que la vexation des populations occupées : « *Quand les fraises de M. Reuet furent mûres, les Allemands firent apposer un panneau "défense de toucher"* », raconte ainsi Henriette Thiesset, une jeune Hamoise de 14 ans, dans son journal, le 23 juin 1916 [Pignot, 2005]. La question de la nourriture et du ravitaillement apparaît comme le fil d'Ariane de l'expérience enfantine en zone occupée, le point de contact privilégié entre les enfants et les différentes acceptions du phénomène d'occupation. À la faim s'ajoute le bruit : celui des avions qui passent en reconnaissance, celui des troupes qui traversent les villes et les villages, celui du front, parfois tout proche. Les journaux témoignent de cette omniprésence sonore de la guerre : les pages sont par exemple rythmées par les entrées « canon » ou « on entend le canon ». Cette confrontation des enfants au bruit est propre à la zone occupée. Elle peut d'ailleurs avoir une dimension plus traumatique ; le témoignage de M^{lle} Lobry, née en 1906, met ainsi en avant l'impact durable du bruit de la canonnade : plusieurs mois après avoir quitté la zone de combat, la mère de la fillette l'entend encore. Comme la faim, le bruit constitue donc, pour les enfants, un marqueur de l'occupation ; c'est aussi un pivot essentiel de la mémoire.

Parmi les composantes de l'expérience enfantine d'occupation, l'isolement occupe une place importante. Comme toutes les populations occupées, les enfants souffrent de l'absence de nouvelles : nouvelles de l'arrière d'une part, nouvelles du front – et donc de

l'avancée des combats – d'autre part. Ils sont également très sensibles aux fausses nouvelles, qu'elles soient diffusées par les organes de presse de l'occupant, par exemple *La Gazette des Ardennes*, ou qu'elles soient imputables aux nombreuses rumeurs qui courent dans toute la zone occupée : « *On dit : "que Pointcarré est assassiné. Que Joffres est tué. Qu'il y a une révolution à Paris et que le ministère est changé."* *On dit ! On dit !!!* »,³ écrit ainsi le 23 août 1915 avec exaspération Marie-Louise Congar dans son journal [Congar, 1997, p. 64]. Mais ce double isolement est encore accentué par le fait que les occupés n'ont pas non plus de nouvelles de la ville ou du village voisins. L'interdiction de circuler transforme ainsi l'isolement en véritable enfermement, dont la levée dépend uniquement du bon vouloir du commandant d'étape, qui seul décide ou non de délivrer des passeports. À cet égard, il semble bien que la claustration soit encore renforcée en ville, par rapport aux campagnes. De même que les filles paraissent plus touchées que les garçons. Elles font ainsi figure d'isolées parmi les isolés en ce sens qu'elles ont encore moins de liberté de mouvements et de circulation, la désorganisation générale de l'école les forçant à diminuer encore davantage leurs sorties hors de l'espace domestique.

Vivant au quotidien avec l'ennemi, souvent non loin du front, les enfants de la zone occupée sont évidemment confrontés de manière radicale à la violence de guerre. Les sources font état de cette confrontation, par exemple à travers les récits des blessures que les enfants sont amenés à voir : il s'agit souvent d'aviateurs, alliés ou ennemis, tombés à proximité des maisons. Maria Dupont, élève de Tourcoing, raconte ainsi l'issue d'une bataille d'aéroplanes dont elle a été la spectatrice : elle a vu l'un des aviateurs dont le bras était « *détaché* » du corps et dont la jambe à moitié arrachée « *tenait à peine encore à son corps [...]*, *le sang coulait à flots par l'horrible blessure* ». Les bombardements constituent un moment important dans l'expérience de la violence de guerre. Les dessins d'enfants réfugiés montrent par exemple la dimension apocalyptique de ceux qu'ils ont vécus, avec des formes impossibles à identifier projetées dans tout l'espace de la feuille. D'ailleurs, quand le questionnaire demande aux élèves de l'académie de Lille de citer l'épisode le plus dramatique qu'ils ont pu vivre, ils citent massivement les bombardements survenus près de chez eux. Leur insistance sur le fait qu'il s'agissait de la maison juste en face de la leur, ou de la rue voisine, souligne bien la proximité et surtout la contingence de cette mort venue du ciel. Cette angoisse est certainement liée à l'origine des bombes : les enfants montrent une conscience nette du fait que c'est leur propre camp qui les bombarde.

3 C'est Marie-Louise Congar qui souligne ainsi son texte, comme pour marquer davantage son exaspération.

2 Cette enquête devait servir à organiser une exposition sur les lieux de l'Exposition internationale de Lille, ainsi qu'à alimenter les collections de la Bibliothèque de la guerre. Sauf mention contraire, toutes les citations sont extraites de ce fonds, dont nous ne détaillerons pas ici les sous-cotes. L'orthographe originale des enfants est respectée dans tout l'article.

Les jeunes occupés assistent aussi à des formes plus individualisées de violence de guerre. Il n'est pas rare en effet qu'ils soient les témoins d'exactions commises par l'ennemi : on trouve dans les sources des récits d'exécutions sommaires, de Français fusillés en pleine rue. Les enfants attestent aussi du traitement des prisonniers ou des fréquentes menaces d'exécution des otages ; s'ils insistent souvent sur ce dernier type de violence, c'est bien sûr qu'il les touche particulièrement : parmi les otages, certains pouvaient compter des proches (père, grand-père), mais aussi leur instituteur, auquel l'emploi de secrétaire de mairie valait d'être arrêté. Les sources montrent que les enfants sont très sensibles aux formes symboliques de cette violence. Le passage obligatoire à l'heure allemande, par exemple, ou encore la réquisition des églises catholiques pour des offices protestants sont ainsi condamnés avec véhémence. Les journaux et les récits relèvent régulièrement les cas de violence verbale : les fillettes, notamment, rapportent très fréquemment l'emploi, par les officiers allemands, de l'expression « *nous ne vous laisserons que les yeux pour pleurer* », avec des variantes telles que « *nous ne vous laisserons que l'herbe à manger* ». Les événements dont les enfants se souviennent et qu'ils choisissent de raconter sont rarement anodins ; il s'agit de gestes d'une violence extrême, quoique souvent métaphorique. Lucienne Blas, élève du canton de Solesmes, raconte ainsi que des sacs de blé avaient été cachés entre les ressorts d'un matelas : « *un petit sac était tombé ce qui faisait une bosse : alors [le soldat] a pris son sabre et l'a enfoncé dans le sommier* ». Derrière l'anecdote, on ne peut manquer de voir une scène d'éventration symbolique. D'une manière générale, les enfants – filles ou garçons – sont frappés par les atteintes faites aux femmes ; au sujet « *faites le récit de l'épisode le plus dramatique dont vous ayez été soit l'auteur soit le témoin* », l'élève Paul Juste, né en 1908, répond ainsi : « *Ce qui m'a semblé le plus dur c'est le départ des femmes à Prisches et à Sains.* »

La confrontation à l'arbitraire de l'occupant fait naître chez les enfants une conscience de soi qui soulève plusieurs questions pour l'historien. En termes d'âge, tout d'abord : où s'arrête l'enfance en zone occupée et où commence l'âge adulte ? À voir les sources, il semble bien qu'une des spécificités de l'occupation est en effet de faire disparaître le temps de l'adolescence⁴. Ainsi, le 11 juin 1917, l'autorité allemande avise la population d'Avesnes-sur-Helpe que « *Les personnes qui désirent partir prochainement en France non occupée sont invitées à se faire inscrire aujourd'hui à la mairie de 2 heures à 6 heures. Ne sont pas admis : les personnes précédemment refusées ; les hommes âgés de 14 à 60 ans ; les femmes de 25 à 55 ans*

⁴ Selon Thiercé, [2001], l'âge de l'adolescence se construit comme tel au XIX^e siècle.

Expériences enfantines d'occupation pendant la Grande Guerre : pratiques et représentations à travers le cas français



D.R.

Photographies issues d'une publication allemande officielle de propagande : *Der Grosse Krieg in Bildern*, n° 1, Berlin, Georg Stilke, 1915.

seules, sans parents, ascendants ou descendants ». À 14 ans, on peut donc être tantôt un homme, tantôt un enfant. L'arbitraire a aussi des répercussions sur l'expérience enfantine en termes de genre dans la mesure où il conduit les jeunes filles à expérimenter des formes particulières de violence et de contraintes. Qu'il s'agisse d'atteintes à la maison, lieu féminin par excellence, d'atteintes au corps (par l'exposition de la nudité masculine, par exemple), ou encore d'enlèvements de jeunes filles pour les faire travailler de force, le point commun de ces pratiques d'occupation est leur caractère sexuel. Elles ont une conséquence spécifique sur les fillettes, puisqu'elles les conduisent à se penser d'abord comme appartenant au groupe des femmes, et non plus à celui des enfants [Pignot, 2006]. Enfin, la découverte de l'arbitraire fait naître aussi chez les enfants la volonté d'une résistance, réelle ou symbolique, dont on interrogera plus loin les modalités, à travers les réponses au questionnaire de 1920.

Dernier marqueur de l'occupation et dernier point commun aux expériences enfantines de la zone occupée, le rapport à l'arrière est omniprésent dans les sources. Toutes soulignent, chez les enfants du Nord et de l'Est de la France, le désir d'appartenir pleinement à la communauté nationale, alors même que, dans la réalité, les situations nationales de l'arrière et de la zone occupée sont très différentes. Des similitudes peuvent se faire jour, au contraire, entre différents lieux d'occupation. Si une histoire croisée de l'enfance dans sa globalité n'est sans doute pas possible, la zone occupée

apparaît en revanche comme un lieu d'observation privilégié, où la comparaison est possible, où elle est pensable sans artificialité.

« Au ras du sol occupé » : l'analyse des réponses enfantines au questionnaire de 1920

Lancée en 1920 par le recteur de l'académie de Lille, l'enquête sur les conditions de l'occupation s'inscrit dans le cadre de la préparation d'une grande exposition sur la guerre. L'essentiel des réponses au questionnaire provient des instituteurs, parfois des inspecteurs d'académie. On dénombre cependant 340 réponses émanant d'élèves, soit 29,85 % de l'ensemble⁵. Les réponses des enfants se présentent sous trois formes : les plus nombreuses sont les rédactions répondant à un sujet imposé – « Dites, avec simplicité et sincérité, ce que vous vous rappelez de la guerre et faites le récit de l'épisode le plus dramatique dont vous avez été soit l'auteur soit le témoin » ; on trouve également des réponses directes au questionnaire, ainsi que des documents annexes sélectionnés et envoyés par les instituteurs ou les inspecteurs. En contrepoint du dépouillement complet de cette série, on a également procédé à des sondages dans le corpus des quelque 700 réponses d'instituteurs. Le questionnaire de 1920 est composé de deux parties : l'une est consacrée à l'occupation allemande, l'autre à l'occupation alliée. Chacune de ces parties est divisée en deux sous-parties : la première concerne les généralités, notamment les modalités de l'invasion puis de l'occupation ; la seconde s'attache aux relations avec la population scolaire. On a principalement retenu ici les questions qui renvoient spécifiquement aux relations des enfants avec les soldats, alliés ou ennemis.

Le contexte d'énonciation de ces réponses est triple. C'est avant tout, en 1920, celui de la victoire. Ce contexte est ensuite redoublé par les conditions particulièrement violentes de l'occupation dans le Nord de la France ; les déportations de femmes et de jeunes filles qu'a connues la ville de Lille, d'où est lancée l'enquête, en sont une illustration exemplaire. Enfin, ce corpus de réponses est le fruit d'une sélection faite par les maîtres dont il faut tenir compte dans l'analyse ; à cette sélection s'ajoute, en amont, l'insoluble problème de la conformation du témoignage au désir exprimé et/ou supposé du demandeur qui est aussi le destinataire. En d'autres termes, on a sans doute affaire ici à de bons élèves, distingués par leurs enseignants, et dont les réponses reproduisent peut-être en partie une forme de conformisme et d'autocensure. L'intérêt essentiel de ce fonds est cependant d'offrir à l'historien un accès

différent à l'expérience enfantine de l'occupation en passant à une échelle micro-historique, « au ras du sol occupé », pour paraphraser l'expression de Jacques Revel [1989]. Cette approche permet de confirmer et parfois aussi d'infirmer les principaux *topoi* sur l'occupation allemande et sur l'attitude des troupes alliées – en l'occurrence les armées britanniques.

L'attitude vis-à-vis de la population et l'attitude vis-à-vis des enfants ne sont pas forcément similaires. Il ressort des réponses des adultes que les enfants étaient relativement protégés par rapport au reste de la population. Si la plupart des enseignants soulignent la dureté des autorités allemandes à l'égard de la population « *aussi bien dans les premiers jours que dans la suite de l'occupation* », comme l'écrit un instituteur de Cambrai, ils sont cependant nombreux à reconnaître que « *les soldats étaient généralement bons avec les enfants* ». On retrouve fréquemment la mention de cette bienveillance, voire de cette bonté de l'ennemi à l'égard des enfants. Il faut toutefois faire deux distinctions très nettes. La première entre le moment de l'invasion et celui de l'occupation proprement dite : après un temps de grande violence, l'attitude de l'ennemi semble évoluer vers une hostilité franche mais moins brutale ; Sophie Lotte, élève à l'école d'Erre, écrit ainsi : « *Dans les premiers jours ils étaient hostiles dans la suite ils étaient plutôt meilleurs.* » Il faut également distinguer les officiers des hommes de troupe : si la différence d'attitude n'est pas toujours explicitement mentionnée ici, on peut noter que les cas de brutalité physique contre des enfants (gifles, coups de cravache) sont toujours le fait d'officiers. Les relations entre l'occupant et les enfants laissent aussi des traces dans le parler local. Maîtres et élèves divergent sur cette question ; si les premiers la nient au-delà du strict temps de la guerre, les seconds confirment au contraire l'importance relative d'une empreinte linguistique : « *Beaucoup de personnes ont appris la langue allemande et la savent correctement à l'heure actuelle* », écrit ainsi Aurélien Delacroix, élève en cinquième à Maubeuge. On peut supposer que les enfants sont ici plus honnêtes, puisqu'ils n'ont pas le souci de défendre la mission éducatrice des instituteurs.

Les enfants peuvent toutefois rejoindre les adultes dans leur hostilité déclarée à l'occupant, comme en témoignent ce qu'il convient bien d'identifier comme des actes de résistance enfantine. Il ne s'agit pas forcément d'un passage à la violence directe, et ces gestes se répartissent selon une gradation très étendue : il peut s'agir en effet de simples moqueries, de plaisanteries argotiques autour du mot « boche ». Un cran au-dessus, on trouve les refus de saluer les officiers, mais il s'agit encore d'une forme de résistance dissimulée,

5 Statistiques établies par Aldo Battaglia, dans l'inventaire qu'il a dressé du fonds.

dans la mesure où les enfants – les garçons en l'occurrence – choisissent de ne plus porter de couvre-chef pour ne pas avoir à se découvrir. En revanche, les refus de répondre en classe aux questions des inspecteurs allemands sont des gestes d'hostilité ouvertement déclarés, tout comme celui de détruire les récoltes que les enfants sont régulièrement contraints d'effectuer. Le vol, principalement de nourriture, peut également être considéré, dans le contexte particulier de l'occupation, comme un acte de résistance : « Je ne regrettais pas [mon vol] car il nous avait permis de manger un peu à notre appétit ce qui n'arrivait pas souvent », écrit le petit Pierre Bach.

On trouve enfin, dans ce corpus de l'enquête de 1920, un seul exemple de résistance de type adulte ; Abel Degrelle, élève à Liessies (canton d'Avesnes-sur-Helpe), raconte comment il a volontairement provoqué le déraillement d'un train allemand : « C'était en juin 17 j'allais aux fraises avec mon ami Hanqui Paul le long de la ligne du chemin de fer ; alors il me prit l'idée de changer l'aiguille pour faire dérailler le train. Je savais qu'un train de soldats devait passer dans quelques instants. Vers quatre heures, le train arriva. Lorsqu'il fut sur le changement de voie il dérailla. Les roues furent cassées les wagons endommagés. Deux soldats furent assez grièvement blessés. Je me rendis sur les lieux de l'accident vers 6 heures [...]. Je pus voir que mon coup avait réussi. Mon action n'est pas bonne je le sais mais je crois m'excuser en disant que je voulais me venger de nos ennemis. » Par ce geste, le jeune garçon franchit une barrière anthropologique qui sépare habituellement l'enfant du combattant : on peut donc parler d'un acte de résistance adulte, dans la mesure où la possibilité, voire la probabilité, d'infliger la mort est acceptée, prise en compte, voire recherchée.

L'analyse des réponses enfantines nous permet aussi de revenir sur quelques lieux communs à propos de l'occupation. Il s'agit par exemple de la question de l'attitude des enfants vis-à-vis des soldats allemands. Le critère de divergence entre les deux attitudes est moins celui du genre ou de la classe sociale que celui de l'âge⁶ : les petits « se laissent caresser » par les soldats ; les instituteurs emploient à cet égard le terme de fraternisation, qui est très fort : « ils fraternisaient avec les soldats pour obtenir quelque chose à manger ». Ce rapprochement est en effet parfois intéressé, mais il se fait aussi souvent sans arrière-pensée. Les soldats territoriaux qui stationnent dans les villes sont relativement âgés, contrairement aux jeunes hommes qui montent au front ; ce sont des pères de famille, qui cherchent à retrouver leurs propres enfants dans ceux qu'ils côtoient. Les instituteurs ou les enfants plus âgés cherchent alors à excuser les petits : « Les enfants de l'école restées à Méricourt

pendant l'occupation allemande étaient très jeunes, aussi ne se rappellent-elles que les gâteries dont les entouraient les Allemands. Elles étaient pour ainsi dire choyées par nos ennemis. Aussi leur rendaient-elles leurs caresses », précise la directrice de l'école de filles de Méricourt. Pour expliquer le comportement de certains de ses élèves, l'instituteur d'Ognes écrit ainsi : « Cela tenait à deux choses : la première c'est que certaines mères se conduisaient mal, avaient des mœurs déplorables, des relations avec l'ennemi : l'enfant n'entendait plus mal parler du "Boche" logé à la maison !!... La seconde : la faim enbardissait certains enfants, ils "fraternisaient" avec les soldats dans le but d'obtenir quelque chose à manger. » Les enfants se sont alors habitués à la présence quotidienne de l'ennemi ; quatre années de vie commune expliquent la grande différence d'attitude entre le temps de l'invasion et celui de l'occupation : « Les soldats paraissent rechercher leur compagnie. Ils se heurtent à la répulsion des enfants. Ce n'est que plus tard que ces derniers consentent d'entrer en conversation avec eux », peut-on ainsi lire chez un instituteur d'Acheville. Une distinction similaire existe entre soldats de passage et soldats « du quotidien », logés dans les maisons privées. Ces derniers sont loin de l'imagerie de cruauté qu'on trouve par exemple dans les dessins des enfants de l'arrière.

Les récits de travail forcé constituent un autre lieu commun de l'occupation. Il est indéniable que de nombreux enfants ont été envoyés aux champs ou en forêt pour les récoltes ou la cueillette, et ce au détriment du temps passé en classe. Cependant, à lire les réponses, on constate qu'il n'y avait rien de systématique : il y a au moins autant de réponses négatives que de réponses positives. Corollaire du travail forcé, la désaffection des écoles imputée à l'occupant doit, elle aussi, être nuancée. En envoyant les enfants glaner ou désherber, les autorités allemandes perturbent volontairement les rythmes scolaires. Mais on trouve aussi mention, dans le corpus de la BDIC, de tentatives de lutte contre l'absentéisme scolaire : « toute absence d'un élève, de deux jours dans le mois, était, sans raison valable, punie par une contravention », écrit ainsi Robert Lemaire, élève de cinquième à Maubeuge. On voit ici un autre effet de l'arbitraire : selon le commandement de place, les enfants peuvent être particulièrement exposés au rapport de domination, faisant figure de vulnérables parmi les vulnérables, ou, au contraire, être « protégés » par l'occupant, qui remplit alors un rôle anthropologiquement défini, celui de l'adulte qui prend en charge l'enfant. Cette question de l'assiduité scolaire montre bien qu'il reste des seuils que la guerre et l'occupation ne font pas disparaître

6 Une institutrice souligne cependant que les rapprochements sont plus fréquents dans les « classes populaires ».

totalément : celui de l'enfance, par exemple. Mais on pourrait aussi interpréter une telle mesure comme ayant pour but d'empêcher les enfants de vagabonder et de commettre leurs actes de résistance. La situation d'occupation est, dans le rapport occupants/enfants occupés, beaucoup plus nuancée qu'il n'y paraît.

Mais c'est plus encore à propos des troupes alliées que les points de vue des maîtres et des élèves divergent. L'influence de l'anglais sur le parler local est, comme celle de l'allemand, généralement déniée par les enseignants, en tout cas sur le long terme. C'est surtout l'attitude des soldats qui ressort des réponses : les Anglais, sans restrictions semble-t-il, se sont montrés « très bienveillants », peut-être même plus que les troupes françaises. On retrouve dans les réponses toute une imagerie bien connue pour la Seconde Guerre mondiale : celle du soldat distribuant aux enfants du chocolat, des friandises, des biscuits, ou les conviant au cinéma. Les combattants alliés sont ainsi perçus par les enfants comme de « grands camarades » avec lesquels ils fraternisent vite, au-delà des barrières de la langue et de l'âge. Mais les instituteurs sont aussi très critiques : on peut lire une condamnation presque unanime (comme ci-dessous à Boulogne-sur-Mer) de l'utilisation des enfants – principalement des garçons – par les soldats anglais. Incités à faire l'école buissonnière pour leur servir de messagers, les enfants sont généralement rétribués en cigarettes : « Il est profondément regrettable que nos alliés aient encouragé chez les enfants l'idée de fumer, qu'ils aient même donné des exemples déplorables à tous points de vue (ce fut pour nos élèves l'époque de l'école buissonnière à outrance) [...]. Ils les employaient malheureusement à toutes sortes de besognes pour obtenir les renseignements dont ils avaient besoin pour leurs satisfactions ou leurs plaisirs. Aussi nos élèves n'ont-ils pu que perdre moralement au contact continu des troupes nombreuses qui occupaient la ville. » La virulente réprobation des maîtres concerne davantage cet encouragement à fumer que le caractère sexuel des services rendus – car les enfants se font en quelque sorte les entremetteurs des soldats anglais ou canadiens auprès des jeunes filles françaises. « [Les enfants] devenaient aussi experts que leurs aînés et peu convenables au point de vue moral et discipline », résume ainsi un instituteur du canton d'Arras. Les adultes sont d'ailleurs, dans leur grande majorité, bien plus critiques vis-à-vis des Alliés que vis-à-vis des Allemands. Une telle réaction est sans doute liée aux attentes projetées sur chacune de ces armées : si l'ennemi a pu surprendre par sa relative mansuétude à l'égard des enfants, les Alliés, au contraire, ont certainement surpris les populations dans le sens inverse, en perturbant l'ordre social et moral.

À l'opposé de la désapprobation des adultes, la sympathie exprimée par les enfants est évidemment immense ; elle est aussi proportionnellement inverse à leur rejet ironique de l'ennemi. À cet égard, il faut cependant faire une exception pour les troupes coloniales alliées : on note dans les réponses un véritable désamour pour les hindous et les Chinois, jugés « méchants » et brutaux ; ces derniers semblent avoir été, à Boulogne-sur-Mer par exemple, « la terreur » des petites filles.

Pour les enfants de la zone occupée, la véritable fin de la guerre n'est pas l'armistice ; elle survient avant cela, avec la libération du territoire : « Aussi comprenez notre joie délirante lorsque, après quatre ans, nous fûmes délivrés ! Oh, cette journée du 18 octobre ! Combien peu l'oublieront... Elle a ramené avec elle la paix, les douces mœurs, enfin notre bonheur d'avant-guerre », écrit Marie-Thérèse Catteau, élève à l'école primaire supérieure de Tourcoing. La date emblématique n'est donc pas le 11 novembre, mais bien celle du départ des troupes allemandes, rapidement suivi du retour des Alliés : « Quelques heures plus tard, les Français arrivaient, nous étions délivrés. Ce fut du délire : les enfants riaient, chantaient et portaient des bouquets aux soldats », raconte encore Alice L., 12 ans, élève à Ugny-le-Gay dans l'Aisne. La zone occupée constitue donc un lieu et un temps spécifiques du point de vue de l'expérience de guerre infantile. C'est aussi un terrain d'observation privilégié des modalités de la violence de guerre ou des barrières du genre par exemple. Cette spécificité influence d'ailleurs les sources : qu'il s'agisse de journaux intimes ou de récits oraux, les témoignages paraissent souvent plus « riches », ou en tout cas plus denses que ceux de l'arrière ; comme si l'expérience d'occupation, en marquant profondément les enfants, contribuait aussi à sédimer durablement leur mémoire de la guerre. ■

BIBLIOGRAPHIE

- | | | | |
|--|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ↳ Audoin-Rouzeau S., 1993, <i>L'École et la Patrie (1914-1940). Histoire d'un désenchantement</i>, Paris, Belin. ↳ Congar Y., 1997, <i>Journal de la guerre, 1914-1918</i>, Paris, Le Cerf. ↳ Lejeune P., 1993, <i>Le Moi des demoiselles. Enquête sur le journal de jeune fille</i>, Paris, Le Seuil. ↳ Loubès O., 2001, | <ul style="list-style-type: none"> <i>L'École et la Patrie (1914-1940). Histoire d'un désenchantement</i>, Paris, Belin. ↳ Pignot M., 2004, <i>La Guerre des crayons. Quand les petits Parisiens dessinaient la Grande Guerre</i>, Paris, Parigramme. ↳ Pignot M., 2005, « Avoir douze ans dans Ham occupé : le journal de guerre d'une jeune Picarde, | <ul style="list-style-type: none"> Henriette Thiesset (1914-1919) », in Carpi O. et Nivet P. (dir.), <i>La Picardie occupée, Amiens, Encrage</i>, p. 137-146. ↳ Pignot M., 2006, « Filles et garçons dans la Grande Guerre : un problème de genre ? », in Audoin-Rouzeau S. (dir.), « Enfants et violences de guerre », numéro spécial de <i>Vingtième siècle</i>. | <ul style="list-style-type: none"> <i>Revue d'histoire (à paraître).</i> ↳ Revel J., 1989, « L'histoire au ras du sol », introduction à Levi G., <i>Le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIII^e siècle</i>, Paris, Gallimard. ↳ Thiercé A., 2001, <i>Histoire de l'adolescence</i>, Paris, Belin. |
|--|---|--|--|

Les dimensions sociales de l'occupation militaire : la domination allemande en Europe du Nord-Est pendant la Première Guerre mondiale

Par Vejas Gabriel Liulevicius,
université du Tennessee.

Les dimensions sociales de l'occupation militaire : la domination allemande en Europe du Nord-Est pendant la Première Guerre mondiale

Traduit de l'anglais par Anne Duménil.

Comme ailleurs en Europe, les violences de la Première Guerre mondiale et la « totalisation » déclenchèrent conflits et changements sociaux à l'arrière du front est. Les déplacements massifs de population, les destructions provoquées par le passage du front et l'occupation militaire ont successivement frappé les sociétés de cette région. Dans leur synthèse *14-18, retrouver la guerre*, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker soutiennent que les civils des territoires occupés ont littéralement vécu deux guerres en même temps [Audoin-Rouzeau et Becker, 2000]. Tout en faisant l'expérience de la guerre sur un plan général, ils étaient directement, dans leur propre région, confrontés à un pouvoir et une domination étrangères qui les soumettaient à une forme de siège. Là, le front et l'arrière se confondaient. Dès le début du conflit, les atrocités allemandes commises dans le Nord de la France et en Belgique montrèrent clairement que les civils constituaient des cibles [Horne et Kramer, 2001]. Dans les années qui suivirent, l'occupation allemande pesa lourdement sur les habitants de ces régions [Becker, 1996]. L'occupation en Europe du Nord-Est se distinguait cependant des occupations à l'Ouest : les populations qui y furent soumises – des groupes ethniques appartenant formellement à l'Empire russe – n'avaient pas d'État-nation auquel elles auraient pu s'identifier dans cette guerre totale et qui aurait conféré un semblant de sens aux souffrances endurées. Pour l'un des nombreux groupes ethniques de ces régions, les Lituaniens, les tensions et des changements sociaux du temps de guerre en Europe du Nord-Est ont



Der Kampf gegen Russland.
1. Deutsche Truppen in einer russischen Stadt; 2. Deutsches Brücken-Train-Korps in Russen-Polen; 3. Abmarsch polnisch-Jungschützen in Czestochau (die Polen sind eifrige Parteigänger Oesterreichs); 4. Türk. Militär.
The war against Russia. 1. German troops in a Russian town; 2. German Transport Corps in Russian-Poland; 3. Polish rifles in Czestochau leaving for the front (the Poles are one of Austria's most ardent Allies); 4. Turkish Military.
La lutte contre la Russie. 1. Soldats allemands dans une ville russe; 2. Equipage de ponts allemand dans la Pologne russe; 3. Volontaires polonais à Czestochau (les Polonais sont partisans enthousiastes de l'Autriche); 4. Soldats turcs.
La lotta contro la Russia. 1. Truppe tedesche in una città russa. 2. Corpo di pontieri tedeschi nella Polonia russa. 3. Partenza dei facili polacchi da Czestochau. (I polacchi sono zelanti partigiani dell'Austria) 4. Soldati turchi.

D.R.

laissé des traces dans diverses sources : mémoires, journaux intimes, témoignages rapportant des rumeurs et des histoires. Collectés bien des années après les événements, ces derniers révèlent comment les occupations ont été perçues et comment elles furent remémorées ¹.

Les réactions initiales

Pour de nombreux civils en Europe du Nord-Est, l'entrée en guerre fut marquée par de vives angoisses, devenues bien vite réalités. L'avancée russe en Prusse orientale provoqua la panique et la fuite de la population allemande. La propagande allemande dépeignait les violences systématiques commises par les forces russes, en particulier par les Cosaques, contre les civils. Rapidement, grâce à la victoire de Tannenberg, Hindenburg et Ludendorff parvinrent cependant à repousser l'invasion russe. L'année suivante, lors de ce qui fut ensuite commémoré en Allemagne comme la « Grande Avancée » de 1915, les armées allemandes envahirent les territoires du nord-ouest de l'Empire russe ainsi que la Pologne et s'emparèrent de vastes espaces.

Lorsqu'elles observaient le déroulement du conflit, les populations non russes de la région se percevaient comme étrangères aux

Montage issu d'une publication allemande officielle de propagande : *Der Grosse Krieg in Bildern*, n° 1, Berlin, Georg Stilke, 1915. Les légendes sont écrites en six langues.

¹ Voir les références citées en bibliographie et notamment le recueil établi par Gintneris [1970].

causes de l'affrontement des Empires. Le cas des Polonais est un exemple classique de cette implication tragique et involontaire dans le conflit : sujets, depuis la partition de la Pologne, de trois empires (l'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie et la Russie), ils furent contraints de combattre dans des camps opposés. Environ un million et demi de Polonais servaient dans des armées différentes. À certains égards, le cas des Lituaniens était analogue : les Lituaniens de Prusse orientale – ce qu'on appelait le territoire de Lituanie inférieure – combattaient pour l'Allemagne, alors que ceux de Lituanie propre servaient le Tsar. Bien des histoires apocryphes rendent compte des tragédies qu'induisait une telle situation. Une rumeur rapportait ainsi que deux officiers portant le même nom, mais appartenant à deux armées opposées, se seraient parlé en lituanien alors qu'ils gisaient à l'agonie sur le champ de bataille [Gintneris, 1970].

Lorsqu'en 1915 les armées allemandes envahirent les territoires de l'Empire russe, la panique mais aussi les ordres du gouvernement russe provoquèrent une vaste retraite : l'occupant était censé ne trouver qu'un territoire vidé de ses ressources en hommes et en matériels. Des millions de personnes furent déracinées et se réfugièrent à l'intérieur du pays [Gatrell, 1999 ; Lohr, 2003]. Les groupes ethniques que le gouvernement russe tenait pour suspects – les sujets russes d'origine allemande et les Juifs – subirent des persécutions spécifiques lorsqu'ils furent expulsés des zones du front. Toutes les évacuations ne furent pas ordonnées par les autorités militaires : beaucoup de gens fuyèrent par peur anticipée des actes des troupes allemandes d'invasion. Les sources rapportent les rumeurs alarmantes selon lesquelles l'envahisseur tirait sur les civils ou les noyait dans les puits [Gintneris, 1970].

Un observateur rappelait ainsi : « Des rumeurs variées circulent, toutes plus terribles les unes que les autres : les Allemands incorporeraient les jeunes hommes dans leur armée. La peur écarquille les yeux et il n'est guère étonnant que les yeux ainsi écarquillés on voit parfois trop de choses [c'est-à-dire des choses qui n'existent pas]. Mais à tout hasard, on doit fuir » [Kudirka, 1916]. Significative est l'anecdote rapportant que les soldats russes battant en retraite auraient averti les populations lituanienues : « Les Allemands sont des êtres très mauvais, ils vous pendront tous immédiatement comme des animaux. Ils se vengeront de tout ce que nous avons fait en Allemagne », lors de l'invasion de la Prusse orientale [Gintneris, 1970]. D'autres Cosaques auraient répété un thème analogue : « Lorsque les Allemands arriveront ici, ils tueront les civils comme des chiens [...],

et nous avons fait la même chose en Allemagne » [Gintneris, 1970]. Ces références aux deux camps adverses se comportant de façon identique et aux souffrances toujours infligées à des civils innocents traduit bel et bien le sentiment d'être étranger à la cause de chacun des deux camps.

Le régime de l'Oberost

Dans les territoires de l'Empire russe qu'elle avait conquis, l'Allemagne établit dès 1915 des régimes d'occupation différents. Au sud, la Pologne fut placée sous une administration civile. Au nord, dans ce qui forme aujourd'hui la Lituanie, la Lettonie et la Biélorussie, fut établi un véritable État militaire, l'Oberost, ainsi nommé en référence au titre que portait le général von Hindenburg, « *der Oberbefehlshaber Ost* », le « commandant en chef du front est » [Liulevicius, 2000 ; Strazas, 1993]. Faute d'avoir été réellement planifiée à l'avance et en l'absence d'une connaissance suffisante de la région, cette occupation militaire fut d'abord marquée par une complète improvisation et par une ambition de tout contrôler toujours plus étroitement. La population occupée comptait environ trois millions de personnes et présentait une extrême diversité ethnique : elle incluait des Lituaniens, des Juifs, des Lettons, des Estoniens, des Biélorusses, des Allemands de la Baltique, des Tatares et d'autres minorités encore. Environ un tiers de la population d'avant-guerre avait fui ou était morte, victime de la guerre [Oberbefehlshaber Ost, 1917]. Les territoires ravagés donnaient l'impression d'être dépeuplés.

Les responsables militaires de l'Oberost établirent un régime strict et exercèrent un contrôle exclusivement militaire qui plaçait cette zone dans une situation différente de celle des autres territoires occupés. La gestion de ce territoire combinait une intense exploitation économique et une volonté d'appropriation culturelle des territoires et de leurs populations. Les règlements officiels d'occupation publiés en juin 1916 accordaient une priorité absolue au rétablissement de l'ordre aux niveaux tant économique que politique. Suivait la maxime : « Les intérêts de l'armée et de l'Empire allemand priment toujours sur ceux du territoire occupé »². La volonté de voir l'autorité exercée exclusivement par l'armée allemande était justifiée ailleurs dans la propagande de l'Oberost comme la conséquence du manque, souvent évoqué, de développement des groupes ethniques locaux : « Au regard du profond retard culturel de la population, les habitants du pays ne peuvent, en général, être employés dans les tâches administratives que s'il s'agit

² Bundesarchiv-Militärarchiv (Archives fédérales militaires), Freiburg im Breisgau, PHD 8/20 Verwaltungsordnung, Befehls- und Verordnungsblatt des Oberbefehlshabers Ost, n° 34 (26 juin 1916), p. 270.



Dessin de Georg Kutzke, poète et dessinateur, combattant sur le front est (Pologne, Russie), extrait de son ouvrage *Vom polnischen Tod* (De la mort polonaise), Leipzig, Xenien Verlag, 1916.

de tâches subordonnées » [Oberbefehlshaber Ost, 1917].

En matière économique, l'Oberost chercha à atteindre l'autarcie dans ces zones placées sous son contrôle. Il y prélevait des ressources au bénéfice de l'Allemagne, où l'arrière était étranglé par le blocus maritime anglais. De lourdes réquisitions (récoltes, bétail, chevaux et autres ressources) accablaient les fermiers, en acculant beaucoup au désespoir. Avec un certain humour noir, certains dénommaient « inquisition » les réquisitions. Mais ce que l'on redoutait encore le plus était d'être contraint de rejoindre un bataillon de travail forcé.

Sur le plan de la politique culturelle, l'administration cherchait à susciter des liens avec certaines nationalités qui dépendraient de la tutelle allemande : elle contrôlait étroitement les écoles, l'instruction en langue allemande, finançait des journaux dans les langues locales, censurait la presse et contrôlait les théâtres et les musées. Mais au finale, étant donné la pression économique de l'occupation, rares furent les mesures qui eurent un grand effet sur les masses, bien plus concernées par les difficultés de l'existence quotidienne.

Les annexionnistes allemands tout comme les fonctionnaires élaboraient des projets de réorganisation géographique de l'Europe du Nord-Est : si ceux-ci ne faisaient pas l'objet d'un grand battage auprès de la population occupée, ils n'en demeurent pas moins très instructifs sur ce que devait être l'avenir de ces régions. Sous une forme ou une autre, le contrôle des zones non russes arrachées à l'Empire tsariste constituait un objectif central des buts de guerre allemand. Parmi d'autres plans se trouvait le projet d'annexion des confins polonais [Geiss, 1960]. Afin de créer une frontière plus facile à défendre, les zones situées le long des frontières orientales de l'Allemagne devaient être annexées, mais sans la population qui y résidait antérieurement. Les Polonais et les Juifs devaient être « évacués » de leurs maisons et remplacés par des populations d'origine allemande (on espérait que deux millions d'Allemands de Russie pourraient y être installés). D'autres plans de colonisation furent également élaborés par l'Oberost [Stupperich, 1941].

L'attitude des Allemands envers les populations locales

Lors des occupations militaires, les impressions laissées par les premiers contacts peuvent revêtir une importance cruciale et influencer la suite de l'expérience d'occupation ainsi que les relations entre conquérants et conquis. Aux yeux des soldats allemands qui pénétraient pour la première fois dans ces zones, la dévastation des paysages ravagés par la guerre sur le front est, la misère et le mauvais état sanitaire des réfugiés, combinés à la pauvreté ou au manque de développement que connaissaient ces régions avant même le conflit, s'entremêlèrent d'une manière immédiate et personnelle. Entre deux et trois millions de soldats allemands servirent sur le front oriental. La confrontation avec cette situation « étrangère » suscita des réactions mitigées qui combinèrent de façon complexe la répulsion, l'antipathie, la condescendance, mais aussi la sympathie, voire le respect.

Une récente étude consacrée aux journaux de tranchée d'Europe orientale montre que, en utilisant « un discours à la fois raciste et colonial, les journaux essayaient d'expliquer pourquoi cette occupation était justifiée et pourquoi certains peuples de l'Est avaient plus de valeur que d'autres » [Nelson, 2002]. Alors que les peuples slaves

étaient généralement dévalorisés, les groupes ethniques destinés à entrer dans une relation de clientèle étaient le plus souvent exaltés ou présentés sous une lumière favorable. Il est également frappant que « ces journaux aient été étonnamment neutres, voire parfois positifs, dans leur portrait des Juifs d'Europe de l'Est » [Nelson, 2002]. Les Ostjuden constituaient environ 10 % de la population d'avant-guerre et entre 30 et 50 % de la population urbaine [Roshwald, 2001]. Lors des évacuations forcées de la retraite, et même avant, les autorités russes en firent des boucs émissaires et prétendirent qu'ils avaient des sympathies innées pour les Allemands. Certains soldats ont témoigné qu'ils trouvaient utiles de pouvoir communiquer avec les Juifs locaux grâce

Dessin de Georg Kutzke, *Vom polnischen Tod*, op. cit., 1916.





Dessin de Georg Kutzke,
Vom polnischen Tod,
op. cit., 1916.

au yiddish, une langue apparentée à l'allemand. Ils admiraient aussi le courage et l'endurance de ce groupe persécuté. D'autres, en revanche, exprimaient des réactions et des stéréotypes antisémites.

La complexité de l'attitude des Allemands est illustrée par les souvenirs d'un peintre militaire évoquant des réfugiés polonais rencontrés sur le front est : « Si souvent nous avons vu ces silhouettes fuyantes et si souvent aussi nous avons vu ceux qui étaient revenus devant les cendres de leurs maisons – ils font partie du pays comme les forêts criblées par les tirs, comme les champs piétinés, traversés par des tranchées boule-

versées, comme les soldats, les canons et les morts. On s'habitue à leur apparence, on ne peut pas toujours avoir pitié et partager leur souffrance, on ne peut pas s'occuper d'eux, parfois on doit même être dur envers eux » [Dettmann, 1938]. Un sentiment humain de sympathie tout comme la « fatigue de la compassion » se manifestent ici sur l'arrière-plan de la guerre totale.

Les réactions des habitants envers les Allemands

Les peurs et rumeurs les plus atroces qui anticipaient le comportement des Allemands lors de leur arrivée ne s'étant pas concrétisées, la population locale adopta une attitude attentiste envers les nouveaux maîtres de la région. L'expérience des souffrances de la guerre totale n'avait nourri que de timides attentes, et la promesse de retour à l'ordre et de reconstruction économique aurait pu permettre à l'occupant d'établir avec succès sa domination.

Mais le brutal régime d'occupation mis en œuvre par l'Oberost, en contradiction avec les objectifs à long terme de l'administration, lui aliéna de plus en plus la population. Alors que les confiscations excessives de récoltes et de chevaux minaient les chances de reconstruction économique, les réquisitions économiques apparaissaient comme arbitraires car imprévisibles. Faisant référence à ces politiques et à la manière très autoritaire dont elles étaient mises en œuvre par la police militaire, un habitant s'en souvenait ainsi : « C'est alors que commença le gouvernement des gendarmes » [Gintneris, 1970].

En 1916-1917, l'effet cumulé de ces mesures et du régime d'occupation conduisit les activistes nationalistes à un tournant : ni le maintien de l'administration allemande, ni le retour de l'autorité russe ne constituaient plus pour eux des options viables.

Parallèlement, au niveau individuel, il y eut, tout au long de l'occupation, des cas de coexistence plus libérale. Un témoin se souvenait ainsi de plusieurs membres de la police militaire allemande qui s'abstinrent de faire des rapports sur des fermiers abattant illégalement des cochons : « Certains gendarmes n'étaient pas mauvais. D'autres n'auraient pas agi ainsi » [Gintneris, 1970]. Certaines sources suggèrent des distinctions entre différents groupes parmi les Allemands : « Les soldats catholiques se comportaient beaucoup plus poliment que les soldats prussiens. Les Bavarois en particulier aimaient les Litvaniens », au contraire des Prussiens [Kudirka, 1916]. Mais, en général, la sévérité du régime d'occupation fut si traumatisante que le verdict final était extrêmement négatif. En 1918, un contemporain décrivait ainsi les occupants allemands : « Leurs relations avec les habitants étaient semblables à celle qu'ils entretenaient avec des animaux ou une machine qui doit être en silence à leur service, sans émettre aucune protestation » [Gintneris, 1970].

Les tensions sociales au sein de la population occupée

C'est un lieu commun dans l'histoire des occupations : l'autorité imposée de l'extérieur peut induire d'importants changements dans le statut des groupes au sein de la population dominée et provoquer des bouleversements de la hiérarchie sociale souvent inattendus. Les anciennes élites peuvent connaître un déclassement, et de nouvelles élites émerger, en profitant du fait que l'occupant recourt à un gouvernement indirect ou à des manipulations par lesquelles il vise à diviser pour régner. La mise à l'écart de toute l'administration russe se traduisit dans la région par des phénomènes de ce type.

Un groupe vit sa situation profondément modifiée par l'occupation : ceux que l'on appelait antérieurement « les Allemands ». Cette dénomination était en fait fort imprécise puisque beaucoup d'entre eux n'étaient pas ethniquement des Allemands, mais des Litvaniens luthériens, qui étaient loin de parler systématiquement allemand chez eux. C'est en fait leur confession que leurs voisins catholiques romains désignaient comme allemande. Comme les Juifs, ce groupe, accusé par les autorités militaires d'espionnage et de malversations, avait souffert très durement pendant la Grande Retraite russe de 1915. Avec l'occupation par les forces militaires

de l'Empire allemand voisin, leur statut fut soudainement complètement inversé, certains s'identifiant désormais avec enthousiasme au vainqueur. Une source qui les accusait de devenir « *des espions, des dénonciateurs et des provocateurs* » déplorait : « *Il est triste que des Allemands d'ici ou des individus germanisés qui connaissaient l'allemand [...] aient collaboré avec l'autorité d'occupation allemande ou soient même devenus des traîtres. Ils étaient certes peu nombreux mais n'en existaient pas moins* » [Gintneris, 1970]. Conscients de leur nouveau statut, ces personnes modifièrent leur comportement : « *Les "Allemands", y compris nos plus proches voisins, cessèrent de parler lituanien avec nous. Apercevant un Lituanien, ils tournaient rapidement les talons. En général, nos Allemands avaient le sentiment d'être de petits rois, et se tenaient eux-mêmes en très haute estime. Ils nous étaient hostiles* » [Gintneris, 1970]. Selon ces récits, ces gens qui n'étaient nullement des Allemands au sens ethnique se faisaient passer pour tels afin d'obtenir un nouveau statut social [Gintneris, 1970]. Mais cette tendance n'était pas générale : d'autres sources évoquent avec sympathie « *les habitants d'origine allemande* », en particulier lorsqu'ils intervenaient comme traducteurs afin d'aider leurs voisins fermiers [Gintneris, 1970].

Indépendamment des origines ethniques, les nouvelles conditions créées par l'occupation suscitérent d'autres changements de comportement dans la population. Après la guerre, même les auteurs nationalistes admettaient volontiers que beaucoup de gens avaient collaboré avec les occupants, au détriment de leurs compatriotes. Cela pouvait même déboucher sur le constat naïf : « *La plupart des fléaux était de notre propre faute* » [Ruseckas, 1939]. Un autre scripteur observait plaintivement : « *Ces temps répugnants ont mis sur la place publique les aspects sombres de notre nation* » [Petkevicaite-Bite, 1966]. En particulier, les « anciens » mis en place par les responsables allemands pour les seconder étaient accusés d'abuser de leur position et d'être trop disposés à coopérer avec les Allemands. En même temps, tout cela était plutôt attribué à un manque de solidarité et de conscience nationale qu'à un collaborationnisme à coloration idéologique.

Ces phénomènes ont aussi pu provoquer des résistances et des représailles qui, cependant, demeurèrent sporadiques et localisées. Une source évoque une « *chasse aux gendarmes* » dans la région de Sakai et des attaques contre des policiers dans des zones isolées [Gintneris, 1970]. De violentes représailles frappèrent les « anciens » les plus honnis, particulièrement pendant les dernières phases de la guerre, lorsque le pouvoir des Allemands fut affaibli.



Coll. particulière

Photographie amateur,
soldat allemand
à Tarnopol (Ukraine)
vers 1917-1918.

Tous les habitants d'une ville auraient cherché à maltraiter (d'une façon assez ritualisée) « un "ancien" nommé Savickis en le battant : lorsqu'il parvint à s'échapper en perdant ses vêtements, ils se mirent à battre ses vêtements. Dans un autre cas, des habitants auraient engagé des bandits, des prisonniers de guerre échappés, pour tuer un "ancien" » [Gintneris, 1970].

La réaction face aux personnes coopérant avec les autorités d'occupation eut aussi un caractère sexué. La fraternisation des femmes ou leur coopération avec les Allemands étaient considérées comme particulièrement inquiétantes par les nationalistes [Silietis, 1922]. Ces derniers condamnaient les relations entre les soldats allemands et les habitantes. Certains plaisantaient amèrement sur le fait que, après la guerre, il « resterait plein de petits Allemands en Lituanie » suite à ces relations, et une chanson fut écrite qui se moquait des femmes : « Vous filles, vous femmes perdues... » [Gintneris, 1970]. Très révélatrice est la formulation contenue dans un récit : « Il y avait parmi nous des gens sans honneur, immoraux, qui manquaient de conscience morale, qui ont fraternisé et bu avec les Allemands. Ces fraternisations et ces réjouissances étaient particulièrement déshonorantes pour les femmes » [Ruseckas, 1939]. L'accent mis spécifiquement sur les transgressions commises par les femmes n'est pas unique et se retrouve dans d'autres situations d'occupation et dans leurs lendemains, comme dans la France de la Libération : les femmes mises en cause furent tondues, exhibées à travers les rues, et contraintes d'incarner un phénomène social de collaboration beaucoup plus large.

BIBLIOGRAPHIE

[...]

Sources imprimées :

- ↳ Dettmann L., 1938, *Ostfront. Ein Denkmal des deutschen Kampfes in Bildern und Tagebuchblättern*, Berlin, Deutscher Verlag.
- ↳ Gintneris A. (dir.), 1970, *Lietuva caro ir kaizerio naguose. Atsiminimai is I Pasaulinio karo laiku 1914-1918*, Chicago, ViVi Printing.
- ↳ Kudirka J., 1916, *Kares baisenybes Lietuvoje : Pragyventu valandu atsiminimai*, Chicago,

- « Draugo » Spauda.
- ↳ Oberbefehlshaber Ost (dir.), 1917, *Das Land Ober Ost. Deutsche Arbeit in den Verwaltungsgebieten Kurland, Litauen und Bialystok-Grodno*, Stuttgart, Berlin, Verlag der Presseabteilung Ober Ost.
- ↳ Ruseckas P. (dir.), 1939, *Lietuva didziajame kare, Vilnius, Vilniaus Zodis*.
- ↳ Silietis J., 1922, *Vokieciu okupacija Lietuvoje 1915-1919 m. paveiksliuose*

ir trumpuose ju aprasymuose, Kaunas, « Varpo » B-ves spaustuve.

- ↳ Stupperich R., 1941, « Siedlungspläne im Gebiet des Oberbefehlshabers Ost (Militärverwaltung Litauen und Kurland) während des Weltkrieges », *Jombsburg*, n° 5.

Littérature secondaire :

- ↳ Audoin-Rouzeau S. et Becker A., 2000,

- 14-18, retrouver la guerre, Paris, Gallimard.
- ↳ Becker A., 1996, « Life in an Occupied Zone : Lille, Roubaix, Tourcoing », in Cecil H. et Little P. H. (dir.), *Facing Armageddon : The First World War Experienced*, Londres, Leo Cooper.
- ↳ Gatrell P., 1999, *A Whole Empire Walking : Refugees in Russia During World War I*, Bloomington, Indiana University Press.

Les conséquences sociales

Les conséquences sociales de l'expérience de la guerre et de l'occupation incluaient évidemment les atteintes physiques subies par les personnes et les dommages matériels – eux-mêmes également interprétés comme devant conduire à des changements politiques et sociaux.

Longtemps après le retrait des troupes, les enfants se blessaient par l'explosion d'obus qu'ils avaient trouvés et tenté d'ouvrir [Gintneris, 1970]. Lorsqu'il prit fin en 1918, le régime d'occupation allemand avait exigé un lourd tribut économique des campagnes, du fait des réquisitions abusives et de la surexploitation des forêts. À partir de 1918, les tensions et les changements sociaux prirent une nouvelle orientation : les activistes des États baltes tentèrent de construire des États-nations. De nouveaux mythes et récits nationaux furent élaborés dans les journaux, la littérature populaire et les musées. Comme les « mémoires patriotiques » tenteraient de le faire en l'Europe occidentale après 1945, ces interprétations portant sur le sens à donner à la guerre conféraient une signification rédemptrice à l'expérience de ces difficiles années [Lagrou, 2000]. L'occupation et les ravages de la guerre n'y étaient pas oubliés, mais ils étaient interprétés comme le prélude à l'indépendance nationale, survenant après les souffrances de la guerre totale. Les mauvais traitements infligés aux personnes et aux territoires, lorsqu'ils étaient aux mains des Empires russe et allemand, étaient désormais considérés comme les garants d'un nouvel ordre politique et social, dans l'indépendance, et qui devrait inclure une réforme agraire et une promesse d'émancipation. ■

[...] BIBLIOGRAPHIE

- ↳ Geiss I., 1960, *Der polnische Grenzstreifen 1914-1918. Ein Beitrag zur deutschen Kriegszieldpolitik im Ersten Weltkrieg*, Lübeck, Matthiesen Verlag.
- ↳ Horne J. et Kramer A., 2001, *German Atrocities 1914 : A History of Denial*, New Haven, Yale University Press.
- ↳ Lagrou P., 2000, *The Legacy of Nazi Occupation : Patriotic Memory and National*

- Recovery in Western Europe, 1945-1965*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ↳ Liulevicius V. G., 2000, *War Land on the Eastern Front : Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ↳ Lohr E., 2003, *Nationalizing the Russian Empire : The Campaign Against Enemy Aliens During World War I*, Cambridge,

- Mass., Harvard University Press.
- ↳ McPhail H., 1999, *The Long Silence : Civilian Life Under the German Occupation of Northern France, 1914-1918*, Londres, I. B. Tauris Publishers.
- ↳ Nelson R. L., 2002, « "Unsere Frage ist der Osten" : Representations of the Occupied East in German Soldier Newspapers, 1914-1918 », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung*, vol. 51,

- n°4, p. 500-528.
- ↳ Petkevicaitė-Bite G., 1966, *Karo meto dienorastis*, Vilnius, Vaga.
- ↳ Roshwald A., 2001, *Ethnic Nationalism and the Fall of Empires : Central Europe, Russia, and the Middle East, 1914-1923*, Londres, Routledge.
- ↳ Strazas A., 1993, *Deutsche Ostpolitik im Ersten Weltkrieg. Der Fall Ober Ost, 1915-1917*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag.

L'occupation française et la construction culturelle des différences nationales dans le Palatinat de 1918 à 1930

Par Sabine Kienitz,
université de Tübingen.

Traduit de l'allemand par Nicolas Beaupré.

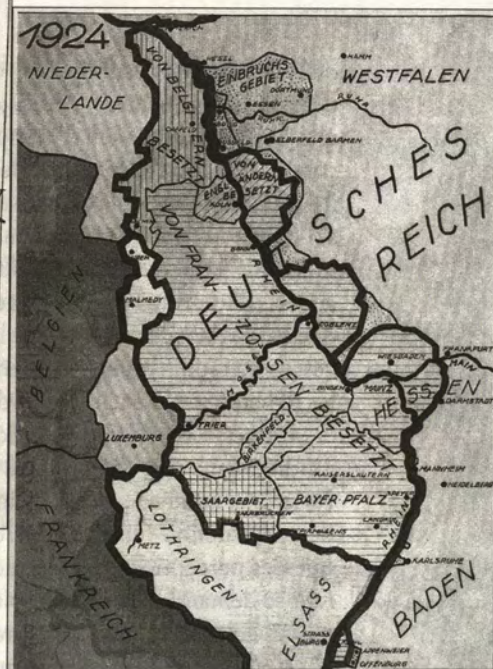
Quelques semaines seulement après l'armistice débuta l'occupation de la rive gauche du Rhin. Le 1^{er} décembre 1918, les premiers détachements français entraient dans le Palatinat. Depuis ce jour et jusqu'au départ des troupes le 30 juin 1930, l'éditeur de presse de Landau – et futur maire de la ville –, August Kaußler, nota continuellement dans ses carnets la façon dont la vie de sa ville se modifiait avec la présence étrangère. Il décrivait avec minutie le comportement quotidien des occupants et des occupés, observait les habitudes alimentaires des officiers français, les rituels funéraires et militaires, les rapports entre les sexes et les us et coutumes des troupes coloniales. Avant tout, il releva les conflits et excès de violence par lesquels l'occupant, quotidiennement, démontrait son pouvoir. Chaque fait apparemment sans importance fournissait matière à observations. Son but était ainsi d'offrir une image des plus complètes de la situation, afin que les générations futures puissent s'en faire une idée. Dans ce cadre, les souffrances résultant de l'occupation française ne devaient pas être présentées d'en haut, du point de vue des décideurs politiques, mais justement être brossées « à petits traits à partir du quotidien »¹.

¹ Journal d'August Kaußler, 22 décembre 1918. Landau, archives municipales.



Carte allemande des zones d'occupation d'après le traité de Versailles, issue de Fritz Schüler, *Der Kampf um den Rhein (Le Combat pour le Rhin)*, Berlin, Bernard und Graefe, 1925.

Carte allemande des zones d'occupation en 1924, issue de Fritz Schüler, *Was heisst französische Besatzung? (Ce qu'occupation française veut dire)*, Berlin, Bernard und Graefe, 1924.



Malgré son caractère isolé et antifrçais, cette source est d'une valeur inestimable. Elle permet d'étudier le système de domination de l'« occupation », avec son appareil administratif et de propagande, dans son rapport avec les expériences quotidiennes [Gembries, 1992 ; Kreutz et Scherer, 1999], et donc de dégager une perspective d'étude culturelle se concentrant sur la symbolique, les pratiques et le « don de sens » mis en œuvre par les individus. Il est ainsi possible d'aborder la signification concrète de la situation d'occupation pour les différents acteurs : comment géraient-ils la situation ? comment s'agençait la communication entre occupants et occupés ? comment se percevaient-ils mutuellement et quelles représentations des identités (nationales) et de l'étranger développaient-ils ? Les descriptions de Kaußler montrent justement que la vie en commun des occupants et occupés ne se réduit pas à de l'inimitié ou à une forme de « non-communication », comme on la présente souvent [Fendler, 1981]. Si, certes, « la dure réalité du conflit de pouvoir » [Osterhammel, 1995, p. 122] imprimait sa marque sur les formes et stratégies du contact culturel, il est net que ces relations dépendaient aussi de la situation et de l'environnement, du groupe social et professionnel, du sexe, de l'âge, et pouvaient varier de la curiosité à la défensive,

de la violence à l'acculturation, de l'assimilation à des stratégies de défense passive contre l'« étranger », motivées nationalement, voire racialement. La situation d'occupation militaire peut donc se décrire comme une forme spécifique de rencontre culturelle, dans laquelle il s'agit avant tout de la construction de différences culturelles entre soi-même et l'autre [Osterhammel, 1995]. Cette « rencontre » entre individus issus de cultures différentes était ainsi à l'origine de la genèse d'identités et de contre-identités. Il est donc nécessaire d'étudier, dans le contexte de la victoire et de la défaite, les processus de modification des identités et de formation des groupes, les dynamiques d'exclusion et de rapprochement entre occupants et occupés. Cette forme spécifique de contact culturel devrait être étudiée dans une perspective double afin de saisir, dans leurs variétés et ambivalences, les dimensions interactives du processus de construction mutuelle des différences et ressemblances ainsi que des perceptions croisées de ce qui est étranger ou familier. Il faut se demander ici à quel point l'imputation mutuelle des différences culturelles résulte de projections idéologiques ou se fonde sur des expériences et rencontres réelles, et comment ces expériences peuvent se transformer en des formes violentes de conflit.

La frontière culturelle : les stratégies de la « francisation »

Le changement d'appartenance nationale de l'Alsace voisine ne fut pas sans conséquences pour le Palatinat – qui se perçut alors encore davantage comme frontalier –, puisque la frontière entre États antérieure à 1871 fut réactivée – entre autres comme frontière douanière – et qu'elle coupa des relations économiques vitales pour les populations. Plus important, en déplaçant vers l'est le tracé valable jusqu'à la guerre de 1870-1871, les Français étaient alors en mesure de promouvoir une interprétation nouvelle du tracé frontalier. La France devait être séparée des autres pays par des « frontières naturelles ». Ainsi, après la victoire sur l'Allemagne, des hommes politiques français voulurent se saisir de la chance – perçue comme sérieuse – de repousser la « frontière naturelle » de la France sur le Rhin [Wein, 1992].

Cette extension du territoire français après la guerre était justifiée par les réparations dues par le Reich, et l'exploitation économique du Palatinat représentait un gage des sommes dues. Cet argument était cependant limité dans le temps. Selon le traité de Versailles, le Palatinat ne devait rester occupé que jusqu'en 1930 et être alors réintégré à l'Allemagne. Les Français devaient donc d'être alors légitimer leurs plans d'annexion et d'expansion. L'idée était

de dissimuler la frontière interétatique derrière l'idée d'une frontière culturelle historique. Cette frontière culturelle était censée courir le long du Rhin et se caractériser – au contraire de la frontière établie artificiellement par des Prussiens avides de territoires – par une affinité entre populations de la rive gauche du Rhin, fondée historiquement par une origine commune celto-gallo-romaine. Seule la population de la rive droite aurait été d'origine germanique. Les Palatins, selon la logique de l'occupant, étaient donc à l'origine des Français enfin libérés de la tyrannie prussienne, qui devaient être (ré)incorporés dans une communauté culturelle française à laquelle ils avaient appartenu à d'autres époques.

Cependant, il manquait à cette prétendue frontière culturelle un marqueur essentiel : elle n'épousait pas les contours de la frontière linguistique [Osterhammel, 1995]. Devant cette difficulté, l'argument central de l'appartenance culturelle commune devait donc être affiné. Les responsables de cette politique tentèrent de prouver l'existence de la frontière culturelle en déplaçant de manière artificielle la frontière linguistique par une politique agressive. Il s'agissait, comme en Sarre, de diffuser la pratique du français par l'école ou par des cours gratuits adaptés à toutes les tranches d'âge, pour pouvoir alors argumenter du bilinguisme de la région et fermer des écoles allemandes ou bien les regrouper avec des établissements francophones. Kaußler lui-même notait dès décembre 1918 dans ses carnets que les militaires promouvaient activement ce bilinguisme, à tel point que l'on pensa même lui faire publier son journal, le *Landauer Anzeiger*, en version bilingue. Selon les occupants, grâce à leur politique linguistique volontariste, les Palatins devaient devenir français au plus tard à l'horizon d'une cinquantaine d'année.

Ces tentatives peuvent se décrire comme la velléité d'assimilation d'une population par une élite politique et culturelle. Les cours de langue constituaient un élément central de cette infiltration culturelle. Ils ne diffusaient en effet pas uniquement des connaissances linguistiques mais aussi des informations sur l'histoire, la géographie, l'art et la culture de la France. Des rituels, censés attacher émotionnellement les élèves à la France, complétaient le tableau : chaque cours de langue se terminait, comme dans le système scolaire méritocratique français, par des remises de diplômes et de prix. La récompense faisait alors elle-même partie de l'endoctrinement : les professeurs distribuaient des portraits de Napoléon, des éditions françaises de littérature allemande ou des abonnements à des revues françaises.

En plus de conférences et de concerts, une politique du passé « affective » joua un rôle important. Le retour sur le passé napoléonien

2 Mélac fut l'artisan de la mise à sac du Palatinat en 1689 (guerre de la Ligue d'Augsbourg). Mise à sac qui suivait de quinze années seulement une autre mise à sac par Turenne (guerre de Hollande).

3 Voir les publications des années 1920 à ce sujet, comme E. Böhmländer, *Frankreich und der deutsche Rhein mit einem Anhang über die Verwüstung der Pfalz in der Schreckenszeit*, Munich, 1924 ; H. Hermann Oncken, « *Brûlez le Palatinat !* » *Eine Rede zum Pfalztag*, Stuttgart, 1924 ; M. Springer, *Die Franzosenherrschaft in der Pfalz 1792-1814*, Stuttgart, 1926.

léonien du Palatinat visait ainsi à mettre en valeur une mémoire positive de la domination française. Il s'agissait aussi d'effacer les expériences négatives du passé, notamment celles liées au nom du général Mélac², dont les exactions lui valaient d'être resté dans la mémoire collective régionale comme l'« incendiaire nuisible » et dévastateur du Palatinat³.

La stratégie française se fondait sur des publications historiques à caractère populaire. Mais plus encore, l'occupant comptait mobiliser le facteur mémoriel et les affects par des pratiques culturelles. De nombreuses expositions réalisées sur commande des militaires présentaient des « reliques » du passé palatin tendant à prouver son histoire française.

En 1921, à Kaiserslautern, une fête pour les 100 ans de la mort de Napoléon fut présentée comme un hommage rendu aux morts allemands de la Grande Armée. Pour atteindre le cœur de l'identité allemande, on n'avait de cesse de rappeler la mémoire de ces « anciens combattants » et de leur engagement pour la France en leur remettant médailles et décorations à titre posthume. Cette forme d'inclusion mémorielle servait à la construction d'une destinée historique commune : la nation française devait ainsi devenir, pour les habitants de la rive gauche du Rhin, une communauté de mémoire. Charlemagne et Napoléon étaient dans cette optique des figures centrales devant permettre la création d'un sentiment de commune appartenance.

Contacts culturels : entre fraternisation et amitié

Avant même l'entrée des Français en Palatinat, les autorités allemandes avaient distribué des instructions claires et nettes sur la manière de se comporter avec le futur occupant. Le maire de Kaiserslautern indiquait en novembre 1918 : « *La règle est la suivante : se comporter avec une politesse froide et sobre si une rencontre est inévitable [...]. Point de zèle* » [Scherer, 1999, p. 352]. Pour les patriotes, parler volontairement la langue de l'occupant était considéré comme une forme de fraternisation et donc de déloyauté à l'égard de sa propre nation.

La fureur de Kaußler à l'égard de certains comportements montre nettement que les rapports entre occupants et occupés étaient beaucoup plus intenses que les autorités allemandes ne l'auraient souhaité. Kaußler s'emportait par exemple contre les servantes alsaciennes qui saluaient les Français avec des tissus tricolores. Ce comportement était cependant explicable car il confirmait les préjugés à l'égard des Alsaciens. De par leurs incessants changements d'appartenance nationale, les Alsaciens étaient en

effet tenus en suspicion aussi bien par les Français que par les Allemands [Richert, 1994]. Après 1918, il semble que le bilinguisme ait été l'une des principales raisons de la méfiance des Allemands vis-à-vis des Alsaciens : nombre de traducteurs au service de l'occupant étaient alsaciens et on les soupçonnait, du fait de leur familiarité linguistique, de pactiser avec les Français. L'aversion était renforcée par le fait que de nombreux Alsaciens demeurant dans le Palatinat avaient automatiquement réintégré la citoyenneté française et étaient donc désormais considérés comme des ennemis.

Mais la jeunesse masculine allemande ne semblait pas non plus garder toute la distance souhaitable à l'égard de l'ennemi dès qu'il y avait profit à en tirer. Kaußler qualifiait de « *grande provocation* » le comportement des jeunes garçons lorsque, par exemple, ceux-ci montaient sur les véhicules militaires et montraient le chemin, mendiaient du chocolat ou paraient avec des couvre-chefs militaires français. Les militaires semblaient d'ailleurs exercer une certaine fascination auprès des garçons. De nombreux mineurs recherchaient l'amitié des soldats et allaient même parfois jusqu'à s'engager dans la Légion étrangère⁴.

À Landau, de même, on ne s'étonnait plus des effets du prestige de l'uniforme auprès des jeunes femmes célibataires. Mais la vue d'une femme allemande au bras d'un soldat ou d'un officier français attirait le courroux. Kaußler se montrait choqué qu'une semaine seulement après l'arrivée des Français des femmes sortent avec l'occupant. Ce type de « *mauvais comportement* » n'était cependant pas lié uniquement à l'âge ou au genre. Même l'homme de la rue ne s'en tenait pas, selon lui, aux instructions relatives à la juste attitude à l'égard de l'ennemi en se mettant parfois à disposition de l'occupant par exemple pour le renseigner, au besoin en français.

Kaußler observait avec aigreur que, même dans les milieux bourgeois, on recevait les officiers à dîner « à la parisienne » ou leurs épouses pour le thé, en mettant, malgré le rationnement alimentaire, les petits plats dans les grands. Celui qui répondait ou même tolérait les approches des Français était vite qualifié de « francisé » (*Französling*). Kaußler ne se contentait donc pas de fustiger le « *comportement honteux de bonnes femmes en mal d'amour* » mais clouait au pilori ce qui selon lui était une forme particulière de « *bassesse crasse* », à savoir « *la politesse excessive, l'avisement et les câlineries honteuses des bonnes familles* ». Il ajoutait, le 30 avril 1919 : « *ce sera un bien triste chapitre de l'histoire de la guerre mondiale que celui qui décrira l'attitude de la population du Palatinat à l'égard des troupes ennemies d'occupation.* »

4 Archives du Land (Spire) R 12, 217.

Proximité, distance et différenciation culturelle

Les relations entre occupants et occupés étaient souvent d'emblée marquées du sceau de la curiosité et de l'intérêt, voire d'une attitude positive fondée sur de nombreuses possibilités de rencontres. Échanges et contacts personnels étaient recherchés, malgré tous les arrêtés exigeant le contraire. Ceci était toutefois loin d'être toujours volontaire. Dans les villages frontaliers, il était nécessaire de bien s'entendre avec les militaires pour obtenir des facilités dans la délivrance de passeports et de cartes d'identité. Au village de Schweigen, par exemple, plus de 60 habitants possédaient des terrains de l'autre côté de la frontière et avaient donc grand besoin de passeport pour pouvoir y accéder. L'intérêt à entretenir de bonnes relations était aussi partagé. Tel officier pouvait utiliser délibérément sa maîtrise de l'allemand pour nouer des relations privées avec les Allemands et prendre part à la vie locale. Le C^{dt} Fabre, à Bergzabern, était ainsi considéré par les autorités allemandes comme particulièrement dangereux du fait de l'affection qu'il rencontrait auprès de la population : il participait aux fêtes de village et de mariage en y apportant de généreux présents. Le conseil du Cercle (*Bezirk*) de Spire préférait de loin des personnalités comme le C^{dt} Prudhomme, en poste à Landau, qui s'était fait haïr des autorités municipales comme de la population par son imprévisibilité et son avidité de pouvoir.

Une partie de la population réagissait même positivement à la politique culturelle de « *pénétration pacifique* ». Ainsi, les cours de langue gratuits étaient prisés, ce qui faisait enrager Kausler : « *C'était comme [...] pour une belle pièce de théâtre, petit bonhomme et petite bonne femme, la plupart bien jeunes, se pressaient en rang serrés.* » La foule était si dense qu'une série parallèle de cours fut organisée. Toujours selon Kausler : « *On n'allait pas seulement leur apprendre la langue mais essayer de leur inculquer des sentiments d'amitié pour les Français.* » Il estima ses craintes confirmées lorsque, en 1919, une rumeur courut à Landau selon laquelle des habitants signaient des pétitions pour être rattachés à la France.

Les troupes coloniales, de par leur apparence exotique, leurs uniformes chatoyants et leur culture festive spécifique, éveillèrent également au début la curiosité. Kausler cite en exemple un article de *L'Écho du Rhin* du 30 juillet 1923 selon lequel l'anniversaire du 64^e Régiment de tirailleurs marocains aurait pris la forme d'un « *village marocain* » avec fantasia, montreurs de serpents et danseuses. Malgré son dédain pour la « *canaille française* », Kausler ne pouvait totalement masquer la fascination qu'exerçaient sur

lui les spahis, ces « *beaux et pittoresques Africains* » dans leurs costumes orientaux.

Mais cette fascination était aussi pour lui un moyen de mettre en avant, une fois encore, l'« *étrangeté* » des occupants. À partir de la confrontation au quotidien de l'occupation, il pouvait établir une grande variété de différences culturelles avec le voisin français et les décrivait avec une précision ethnographique. L'établissement de ces différences était pour lui un moyen conscient d'empêcher toute assimilation à la culture française. Comme beaucoup de Palatins, il était très méfiant à l'égard des efforts français de rapprochement culturel. Ils considéraient les Français comme fondamentalement étrangers et incompatibles avec les modes de vie allemands, voire comme barbares.

La musique offre un bon exemple de cette exclusion. Du fait de la démilitarisation, les orchestres militaires allemands étaient interdits. Cette « *absence douloureuse* » était comblée par les troupes françaises, qui jouaient faux des airs qui « *pour une oreille allemande évoquait le zoo* ». On leur opposait alors l'image romantique d'une musique folklorique par essence allemande.

Mais la catégorie centrale de la différenciation était celle de la morale, qui permettait de nombreuses observations sur l'altérité des Français et donc la construction d'une image de soi. La morale servait d'outil de distinction et de mesure des comportements. Les exemples de « *comportement immoral* » sont nombreux : aux représentants de la « *grande nation* » qui se présentaient comme des libérateurs, on renvoyait l'arbitraire de leur justice et leur mépris du droit, en particulier lorsqu'il s'agissait de personnes sans défense. Leur rapport à l'autre sexe était considéré comme immoral et sans manières, mais aussi le tapage nocturne, la conduite trop rapide, le comportement en public et lors de manifestations culturelles, le rapport à la nature, à l'hygiène, à l'habitat : l'ensemble des comportements des Français était considéré comme déviant et différent et aboutissait au constat dévalorisant de l'immoralité et des mauvaises mœurs de l'« *autre* ». La morale était donc un *medium* et un instrument de la construction nationale, et ce des deux côtés. On reprochait toujours à l'autre son irrespect des normes morales qui attestait de sa barbarie. Du côté français, on renvoyait essentiellement aux expériences de la guerre et aux comportements excessivement immoraux des Allemands. Les occupants distribuèrent ainsi des tracts comparant les comportements des Allemands entre 1914 et 1918 et des Français après 1918 pour démontrer quels étaient les manquements les plus graves.

Les conflits violents comme pratiques de différenciation culturelle

Les témoignages mutuels de sympathie pour la culture de l'« ennemi » figuraient le côté « amical » de la situation d'occupation. Au contraire, les représentations allemandes insistaient plutôt sur son côté sombre, celui d'une violence au quotidien. La mairie de Kaiserslautern, quelques jours après les débuts de l'occupation, rapporta l'agression et la tentative de viol dont avait été victime une femme mariée : « D'après ses dires, [l'agresseur] était un soldat nègre doté de grosses lèvres et d'une peau très foncée. » L'intérêt pour l'exotique pouvait ainsi très rapidement se transformer en défiance et haine contre l'étranger et conduire, sous le slogan de la « honte noire », à une campagne de diffamation contre les troupes coloniales fondée sur un discours biologico-raciste qui les décrivait comme des sauvages sans culture qui n'avaient rien à faire sur le sol allemand. La dépréciation de l'autre s'accompagnait ainsi toujours de l'expression de sa propre supériorité culturelle et raciale [Koller, 2001 ; Le Naour, 2003].

Les instances gouvernementales allemandes fustigeaient dans des textes officiels ces agressions sexuelles et documentaient méticuleusement chaque plainte déposée⁵. La population était donc invitée à porter plainte à la moindre agression, pour pouvoir établir ainsi par des preuves tangibles la barbarie du système d'occupation français. Le Français était alors présenté comme un oppresseur et l'Allemand comme une victime : « C'est comme en guerre, pire qu'en guerre. Le peuple est sur le banc de torture et avec une atroce jouissance le Français lui enfonce des épingles et le bat à coups de massue », notait Kaußler en 1923.

Les expériences de violence étaient il est vrai à l'ordre du jour. À côté des agressions sexuelles contre les femmes, le nombre des actes violents commis contre les hommes était élevé. Ces mauvais traitements se déroulaient le plus souvent selon le même schéma : un petit groupe de soldats cherchait la confrontation avec des citoyens allemands isolés. Ces disputes étaient provoquées, car les agressés pouvaient le plus souvent démontrer qu'ils avaient tenté d'éviter les soldats. Ces derniers bloquaient volontairement le chemin. « Sans aucune raison », rapporte un agressé, les soldats l'attaquèrent et le frappèrent délibérément au visage⁶. Tout aussi délibérément, ils essayaient d'arracher la chaîne de montre ou les gants, ou de faire tomber couvre-chef, canne ou lunettes. Ils emportaient parfois « en riant » le chapeau comme une sorte de trophée. Ces délits avaient le plus souvent lieu au crépuscule ou à la nuit tombée. Ils se déroulaient aussi aux abords des enterrements ou de manifes-

tations militaires, lorsque les soldats faisaient sauter les chapeaux pour obliger les passants à se découvrir et à marquer du respect⁷.

La question se pose du rôle de ces agressions dans l'économie des communications entre occupants et occupés. Il est nécessaire d'interroger la thèse courante selon laquelle ce type de conflit est une conséquence logique de la domination étrangère, inévitable mais non toujours voulue. Pour Karl Scherer, occupants et occupés essayaient en principe « de se comporter correctement l'un avec l'autre », mais de tels événements finissaient toujours par se produire [Scherer, 1999, p. 355]. La violence n'est présentée ici que comme le résultat de hasards ou d'une forme plus haute de violence sans qu'elle soit analysée de manière systématique.

Or la violence constitue bien une forme de constance anthropologique qui ne résulte pas seulement de contingences. Au contraire, la violence est centrale dans la situation même d'occupation et constitué en tant que « choc culturel » une part du contact culturel, un moyen par lequel les acteurs comprenaient et faisaient comprendre la situation d'occupation. Il est donc nécessaire de poser un autre regard sur la situation pour saisir la dimension symbolique de ces conflits. Il faut les analyser en tenant compte de leur régularité et de la logique interne de leur déroulement, et se demander ce qui se joue là.

Les multiples facettes de la situation d'occupation apparaissent alors. Il faut se demander par quels croisements les agressions permettent de se construire mutuellement comme victime tout en considérant l'autre comme le bourreau. Les conflits étaient une scène permettant de rendre bien visible, les différences culturelles et les identités nationales. L'appréhension des différences culturelles pouvait simplement prendre la forme de stratégies discursives de différenciation, mais aussi celle de conflits violents très concrets. Ces derniers devenaient donc bel et bien un *medium* de la représentation de l'altérité de l'adversaire et de la spécificité de soi. Alors que l'assimilation était un projet de domination « par en haut », la violence était la forme courante de domination « par en bas » à laquelle peu de militaires de haut rang prenaient part. Cette humiliation par la violence s'exprimait aussi verbalement pendant les agressions : les soldats affirmaient que les lois françaises s'appliquaient désormais, et que l'on se trouvait sur un sol français et non plus allemand. Ainsi, les Français ne se sentaient pas liés par le couvre-feu allemand, dont le contrôle incombait à la police allemande. Deux systèmes juridiques cohabitaient, et la violence était un moyen de rendre tangible le point de vue français.

7 Il n'existe pas de statistique officielle de ce type d'agressions. Même les archives n'en donnent pas une image représentative. La plus précise provient d'une sorte de calendrier des frictions franco-allemandes issu de sources médiatiques : *Die Pfalz unter französischer Besatzung von 1918 bis 1930. Kalendarische Darstellung der Ereignisse vom Einmarsch im November 1918 bis zur Räumung am 1. Juli 1930*, München, Süddeutsche Monatshefte, 1930 (rééd. Koblenz, Bublies, 1996).

5 Voir par exemple le *Troisième rapport sur les abus des troupes d'occupation dans les territoires occupés*, établi par le ministère des Territoires occupés et publié à Berlin en 1925.

6 Les rapports mentionnent aussi la cravache comme l'instrument privilégié des officiers pour les agressions.

La construction des identités nationales

Dès le départ, les apparitions des troupes françaises étaient conçues comme des mises en scène de discipline militaire et de supériorité, tout en affirmant les ambitions hégémoniques de l'occupant. À cela s'ajoutait l'introduction de l'heure française et de très nombreux symboles nationaux. Le bleu-blanc-rouge envahissait l'espace public. L'hymne allemand et les fêtes nationales furent interdits. Il s'agissait de faire prendre conscience à l'occupé de la perte de son identité pour qu'il renonce volontairement à sa citoyenneté allemande.

Du fait des interdictions des symboles et fêtes nationales, les Allemands du Palatinat mirent en œuvre des stratégies alternatives pour ne pas éveiller les soupçons : les cultures régionales et folkloriques devinrent des niches pour les pratiques culturelles tout en étant délibérément destinées à forger les identités. Cette tactique ne fut pas découverte par les occupants alors même qu'ils avaient une bonne connaissance des cultures locales, avec l'exemple voisin de l'Alsace où elles avaient représenté un moyen efficace de diffuser la culture française [Riederer, 2002]. Du côté allemand aussi, on utilisa les cultures populaires pour maintenir vivants les sentiments nationaux. Celia Applegate a montré, à travers l'exemple du Palatinat, à quel point les idées de *Heimat* et d'amour de la *Heimat* pouvaient dépendre de variables régionales mais conjointement être synonymes d'appartenance nationale [Applegate, 1990]. Ce concept d'« identités multiples » s'observe empiriquement dans le fait que la région, comme fondatrice d'identités, n'entre pas en concurrence avec la nation mais au contraire, dans la situation d'occupation, devient un moyen de la mise en scène de l'identité nationale : sous la pression, l'identité régionale prend le relais de l'identité nationale.

Par des coutumes ou des costumes folkloriques, la population parvenait à se présenter comme « allemande ». Ce qui était une coutume apparemment apolitique pouvait se nourrir d'emblèmes et de symboles allemands. Le village de Lustadt en offre un bon exemple. En 1925, ses habitants organisèrent une fête du fromage blanc en prétendant qu'elle correspondait à une ancienne tradition. Cette fête locale était conçue pour y greffer des sentiments nationaux. Elle attira 3 000 visiteurs. On avait trouvé le moyen de réintroduire les trois couleurs interdites du Reich (noir-blanc-rouge) au moyen d'un groupe de petites danseuses habillées de vestes noires, gilet blancs et bas rouges. Malgré l'interdiction, on entonna des chants patriotiques et tint des discours de la même eau. La fête fut répétée tous les ans avec toujours plus de succès jusqu'au départ des Français en 1930. Elle fut réactivée en 1934 par les nazis, qui prétendirent qu'il s'agissait vraiment d'une ancienne coutume du Palatinat. Ce processus d'« invention

de la tradition » [Hobsbawm et Ranger, 1983] dans le but de stabiliser un groupe social sous pression fut également couronné de succès.

Éléments de conclusion

Après la fin de l'occupation, une « vague nationaliste » balaya le Palatinat. Aux élections législatives, les nationaux-socialistes y dépassèrent de 4,6 % la moyenne nationale. L'historien Otto Bräunche pense que « le mécontentement à l'égard de l'occupation française joua sans doute un certain rôle dans l'ascension du NSDAP » [Bräunche, 1999, p. 92]. Il ne s'agissait toutefois pas seulement d'un « mécontentement diffus » à l'égard de la situation, mais de la combinaison d'une contrainte externe et de l'exercice de la violence à l'égard de l'occupation, qui, dans le Palatinat, conduisit à la fin des années 1920 à une défiance extrême à l'égard de tout ce qui était étranger et menait déjà à une attitude empreinte de racisme et d'antisémitisme. Mais il est aussi possible de reformuler quelque peu différemment la thèse selon laquelle les habitants du Palatinat étaient, du fait d'une « sur-identification » avec la « patrie allemande » résultant quasiment de la durable pression française, particulièrement réceptifs à la propagande nazie : on attendait précisément d'eux qu'ils endossent un rôle de martyr. Cette double fonction de héros et de victime dans le combat de défense et de libération nationale contre l'« ennemi héréditaire » devait, pour les années à venir, servir de fondation à l'auto-construction d'une image du Palatinat comme « bastion occidental avancé du Reich », et des Palatins comme étant les meilleurs Allemands car les plus conscients d'eux-mêmes. ■

Cet article s'inscrit dans une recherche intégrée au sein du « projet de recherche spécial » (Sonderforschungsbereich n° 437) « Expériences de guerres. Guerres et sociétés à l'époque contemporaine », dirigé par Dieter Langewiesche à l'université de Tübingen.

BIBLIOGRAPHIE

- Applegate C., 1990, *A Nation of Provincials. The German Idea of Heimat*, Berkeley, University of California Press.
- Bräunche E. O., 1999, « Die Reichstagswahlen 1919-1930 : Die politischen Parteien der Pfalz und ihre Wähler », in Kreutz W. et Scherer K. (dir.), op. cit., p. 77-103.
- Fendler R., 1981, « Die Pfalz in der Weimarer Zeit », in Geiger M. (dir.), *Pfälzische Landeskunde. Beiträge zu Geographie, Biologie, Volkskunde und Geschichte*, Landau, Geiger, vol. 3, p. 319-349.
- Gembries H., 1992, *Verwaltung und Politik in der besetzten Pfalz zur Zeit der Weimarer Republik*, Kaiserslautern, Institut für Pfälzische Geschichte u. Volkskunde.
- Hobsbawm E. et Ranger T. (dir.), 1983, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Koller C., 2001, « Von Wilden aller Rassen niedergemetzelt ». *Die Diskussion um die Verwendung von Kolonialtruppen in Europa zwischen Rassismus, Kolonial- und Militärpolitik (1914-1930)*, Stuttgart, Franz Steiner.
- Kreutz W. et Scherer K. (dir.), 1999, *Die Pfalz unter französischer Besetzung (1918/19-1930)*, Kaiserslautern, Institut für Pfälzische Geschichte u. Volkskunde.
- Le Naour J.-Y., 2003, *La Honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises, 1914-1945*, Paris, Hachette.
- Osterhammel J., 1995, « Kulturelle Grenzen in der Expansion Europas », *Saeculum*, n° 46, p. 101-138.
- Richert D., 1994, *Cahiers d'un survivant 1914-1919, Strasbourg, La Nuée Bleue*.
- Riederer G., 2002, « Zwischen "Kilbe", "Coiffe" und Kaisergeburtstag. Die Schwierigkeiten nationaler und regionaler Identitätsstiftung in Elsaß-Lothringen (1870-1918) », in Müller M. G. et Petri R. (dir.), *Die Nationalisierung von Grenzen. Zur Konstruktion nationaler Identität in sprachlich gemischten Grenzregionen*, Marburg, Verl. Herder Inst., p. 109-136.
- Scherer K., 1999, « Kaiserslautern. Bürger, Besatzer und Separatisten (1918-1924) », in Kreutz W. et Scherer K. (dir.), p. 349-420.
- Wein F., 1992, *Deutschlands Strom, Frankreichs Grenze. Geschichte und Propaganda am Rhein, 1919-1930*, Essen, Klartext.

Par Gaël Eismann,
IEP, IHTP et
université Paris X-Nanterre.

La politique répressive du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, un cas singulier en Europe occupée (1940-1944) ?

1 Le *Militärbefehlshaber in Frankreich* (MBF, Commandant militaire allemand en France) constitue la pièce centrale du système d'occupation allemand. Basé à l'hôtel Majestic, il exerce seul en France occupée – exception faite des départements du Nord et du Pas-de-Calais, de l'Alsace et de la Lorraine – les « droits de la puissance occupante » jusqu'en juin 1942, date à laquelle il perd ses compétences policières au profit d'un Chef supérieur de la police et de la SS en France.

La nouvelle historiographie relative aux crimes de l'armée allemande à l'Est a tendance à établir une distinction de nature entre le comportement des militaires à l'Ouest et celui des troupes engagées à l'Est. Pourtant, la vision diabolisante de la résistance associée à la peur fantasmagique du « judéo-bolchevisme », la porosité de la frontière entre la répression des oppositions et la persécution des Juifs sont autant de mécanismes de radicalisation qui ont joué, certes à des échelles différentes, en France comme en Europe de l'Est. Reconsidérant l'implication du *Militärbefehlshaber in Frankreich* (MBF)¹ dans la politique répressive allemande conduite en France pendant l'Occupation [Eismann, 2005], nous avons cherché à mettre en perspective ses pratiques répressives en Europe occupée, en nous demandant si les violences incontestablement moins extrêmes subies par les Français autorisaient à écarter toute forme de comparaison avec les politiques répressives nazies déployées en Europe orientale et si le traitement moins violent infligé aux populations d'Europe occidentale suffisait à faire de la politique répressive conduite à l'Ouest par l'appareil militaire allemand une entité homogène. Une telle approche comparative doit être menée avec prudence, compte tenu notamment de



Coll. particulière.

« Route vers Porchow fermée !
Danger de partisans ! Pont
détruit ! » Front de l'Est,
URSS, photographe amateur
allemand (sans date).
Concernant cette collection,
voir le cahier couleurs
(p. 91-95).

la diversité des situations sociales et politiques rencontrées en Europe occupée, et en particulier des formes de résistance opposées à l'occupant. Elle ne repose par ailleurs que sur des sources de seconde main, parfois datées, dont les problématiques diffèrent souvent des nôtres. Enfin, le rôle de la Wehrmacht dans l'escalade de la répression nazie en Europe de l'Ouest a suscité infiniment moins de travaux scientifiques que l'Europe de l'Est et commence seulement à faire l'objet d'un nouvel examen. Cependant, quelques remarques sur la singularité de la politique répressive conduite en France par l'appareil militaire allemand peuvent être avancées. Compte tenu des limites imposées par la définition de notre objet de recherches, nous n'aborderons ici que les formes de répression incombant de près ou de loin à l'appareil militaire.

Une répression militaire plus radicale que dans le reste de l'Europe occidentale occupée ?

Les statistiques relatives à la répression et aux politiques de persécution nazies en Europe occidentale, établies après-guerre, sont, excepté celles qui portent sur les populations juives, peu fiables [Lagrou, 2003, p. 89]. Aussi ne disposons-nous de points de comparaison que très ponctuels, portant par ailleurs, compte tenu de la littérature scientifique mobilisable, et surtout de l'inégale pertinence géographique de la comparaison, sur un nombre limité de territoires, à savoir la Belgique – où l'administration avait été confiée à un Commandant militaire –, les Pays-Bas – soumis à une administration civile mais qui eurent à subir l'action répressive de l'armée allemande – et l'Italie qui, malgré la singularité de son expérience de l'occupation allemande, offrait, pour la dernière année d'occupation, certaines perspectives de comparaison avec la France.

Au-delà des particularités des régimes d'occupation et des formes prises par la résistance en France, en Belgique et aux Pays-Bas, la répression exercée à l'encontre des « ennemis du Reich » y a suivi une chronologie et un processus de radicalisation concomitants. Il nous semble pourtant, au regard des pratiques imputables à l'appareil militaire allemand, que les populations de France occupée, soumises à l'autorité du MBF, aient eu à subir plus brutalement certaines formes de répression.

La remarque s'applique tout particulièrement à la répression judiciaire des oppositions. En effet, jusqu'au déclenchement de l'opération « Barbarossa », période unanimement qualifiée de paisible par la puissance occupante, la répression judiciaire pratiquée par le MBF fut plus dure que celle qui fut pratiquée au même moment en Belgique, alors qu'elle fut exercée dans les deux cas par les autorités militaires d'occupation. S'il est vrai qu'aux Pays-Bas les tribunaux militaires allemands ne détenaient qu'une compétence subsidiaire, limitée aux cas d'attaques dirigées directement contre l'armée allemande et ses installations, les sentences prononcées par ces tribunaux paraissent, au moins jusqu'en 1942, avoir été bien plus clémentes encore [Thomas, 1990, p. 141-154]. Après le déclenchement de la lutte armée en France occupée qui, en raison de la diversité des activités résistantes au sein des différents pays occupés, rend certes toute approche comparative plus périlleuse, les écarts constatés avec la Belgique – on ne dispose pas de données analogues pour les Pays-Bas – s'accroissent.

De la même manière, la modération longtemps prêtée au MBF en matière d'exécution d'otages résiste difficilement à la comparaison avec les pratiques des autorités allemandes en Europe du Nord et de l'Ouest. Dans ce domaine, les mesures ordonnées par le MBF sont antérieures à celles décrétées en Belgique [Verhoeven, 1994] par le général von Falkenhausen, qui les prendra par la suite pour modèle. Les exécutions d'otages commencent d'autre part dans le territoire du ressort du MBF un an avant celles qui auront lieu aux Pays-Bas ou en Belgique. Enfin, il n'y a pas de commune mesure entre les exécutions pratiquées dans ces deux pays et celles qui eurent lieu en France occupée. Aux Pays-Bas, où la lutte armée resta certes sporadique, les exécutions d'otages ne prendront de l'ampleur qu'au cours des derniers mois de l'occupation. Alors qu'en juin 1942, date à laquelle s'effectue en France le transfert des pouvoirs de police à Karl Oberg, 471 otages avaient déjà été fusillés dans le ressort du MBF, aucune exécution n'avait encore eu lieu en Belgique. Il est vrai néanmoins que la grande vague

d'attentats n'y commença véritablement qu'en août 1942, c'est-à-dire bien après le déclenchement de la lutte armée en France occupée. Mais surtout, les mouvements de résistance belge ne s'en prirent que très brièvement – essentiellement au cours du premier semestre de l'année 1943 – aux forces d'occupation elles-mêmes. À l'inverse, les attentats commis dans le Nord de la France, qui donnèrent lieu à des exécutions proportionnellement bien plus importantes, visaient directement les forces d'occupation. Ainsi, contrairement aux victimes du MBF, la plupart des otages exécutés en Belgique le furent en représailles d'attentats qui visaient les collaborateurs. Toujours est-il que le nombre d'otages fusillés en Belgique en représailles d'actions visant les Allemands reste très en deçà des seuils minimaux appliqués dans le ressort du MBF jusqu'à la fin du mois de décembre 1941. En revanche, von Falkenhausen, dans le Nord de la France, et le MBF, dans son ressort, ordonnent des exécutions proportionnellement comparables. Les différences entre les politiques des otages mises en œuvre en France occupée et dans les autres pays d'Europe occidentale sous domination allemande ne sont pas seulement d'ordre chronologique ou quantitatif. Parmi les 471 otages fusillés en deux ans sur ordre du MBF, au moins 20 % étaient juifs et 75 % proches des milieux communistes. Très marqué idéologiquement par la représentation de l'ennemi véhiculée au sein du régime national-socialiste, le profil des otages fusillés sur ordre du MBF diffère fortement de celui des otages fusillés dans les autres pays d'Europe du Nord et de l'Ouest. En Belgique – la remarque ne vaut pas pour le Nord-Pas-de-Calais, soumis pourtant aux mêmes autorités d'occupation –, la sélection des otages, semble s'être principalement faite sur la base de critères policiers. La proportion de communistes et de Juifs fusillés y est restée relativement faible [Verhoeven, 1994, p. 552]. Aux Pays-Bas, les rares exécutions d'otages touchèrent principalement les notables.

Enfin, l'appareil militaire d'occupation du MBF participe, durant la dernière année d'occupation, à un processus de radicalisation de la violence que l'Italie sera, en Europe occidentale, seule à connaître dans des proportions analogues. Mais si la France comme l'Italie furent toutes deux le théâtre de massacres de civils à grande échelle, il semble pourtant, dans l'état actuel des connaissances, que le traitement infligé aux populations civiles italiennes fut d'emblée plus brutal [Schreiber, 1996]. On estime aujourd'hui qu'entre le mois de septembre 1943 et le mois de mai 1945, près de 10 000 civils italiens – hors forces combattantes – auraient été victimes de massacres commis par les Allemands dans le cadre de la

La politique répressive du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, un cas singulier en Europe occupée (1940-1944) ?



© Agence Sipro, Ceges

Répression de la résistance : opération de police en Haute-Savoie (Les Glières), 1944.
Légende originale : « La découverte de la fosse tragique de Saint-Laurent en Haute-Savoie. À gauche : Menottes aux mains "Jacques" est conduit vers la fosse sanglante où il assistera à l'exhumation des corps des policiers assassinés. À droite : Les corps sont remontés de la fosse », 7 mars 1944 (pas de mention du photographe).

« lutte contre les bandes » [Klinkhammer, 1999]. D'après les estimations de Peter Lieb pour la France [Lieb, 2005], les pertes civiles italiennes sont, en valeur absolue, deux fois supérieures à celles qui furent enregistrées en France dans le cadre de la « lutte contre les bandes ». Elles se sont néanmoins étalées sur une période deux fois plus longue.

Au-delà de ces remarques ponctuelles, il reste à tenter d'expliquer les différences constatées entre les pratiques répressives des différentes autorités militaires allemandes en Europe occidentale occupée, qui font apparaître celles du MBF sous un jour souvent plus sombre. La place stratégique et économique plus importante de la France pour la machine de guerre allemande, une population jugée ethniquement moins assimilable au Grand Reich que les Européens du Nord, la méfiance plus grande envers un « ennemi héréditaire » à mettre définitivement « au pas », ainsi qu'une activité résistante plus violente et dirigée plus directement contre la puissance occupante, ont vraisemblablement abouti, sous la pression de Berlin, à des réactions plus vives et plus dures de la part de l'occupant. Encore faut-il souligner que les pressions de Berlin s'exercèrent également sur von Falkenhausen, mais que ce dernier réussit à contenir, avec bien plus d'habileté que le MBF, les empiètements des instances supérieures allemandes dans sa politique d'occupation [Weber, 1978]. On ne peut en outre, semble-t-il, imputer à des pressions extérieures le caractère idéologiquement plus marqué des mesures de représailles décidées par le MBF. Contrairement à ce qui a pu se produire en Belgique occupée, le MBF savait en effet pouvoir compter sur le soutien de Vichy si la répression s'orientait en priorité contre les communistes et les Juifs, en épargnant la population dans son ensemble et les notables. En effet, le choix traditionnel des otages parmi les notables n'était

pas compatible avec la collaboration d'État choisie par le gouvernement français. Aussi la singularité du régime de Vichy en Europe occupée n'est-elle probablement pas étrangère au caractère plus radical et à l'orientation idéologiquement plus marquée de la politique répressive adoptée par l'appareil militaire allemand en France occupée. Ajoutons que, dans le cadre du bras de fer qui l'opposa à Berlin, le MBF avait tout intérêt, pour éviter qu'on lui impose des représailles massives et aveugles, à imputer la progression des actes de résistance à un cercle étroit de « terroristes », idéologiquement suspects. Peut-être le *Majestic* espérait-il, simultanément, en faisant acte d'orthodoxie politique, faire obstacle aux empiètements de la Sipo-SD.

Faut-il pour autant en déduire que la politique préconisée par le MBF n'aurait constitué qu'une « variante occidentale » d'une philosophie répressive appliquée simplement avec plus de brutalité en Europe de l'Est et du Sud-Est [Solchany, 1995, p. 527], ou qu'elle aurait révélé, dès l'été 1941, l'extension du *Weltanschauungskrieg*² à l'Ouest, rendant par là même « obsolète toute distinction Est-Ouest » [Delacor, 2003, p. 95] ?

Stratégie de « pacification », ou *Weltanschauungskrieg* et *Vernichtungskrieg* comme à l'Est ?

Le gouffre existant entre le nombre de victimes de la répression allemande en France d'une part, et en Europe de l'Est de l'autre, ne traduit pas seulement une différence de degré, mais bien aussi une différence de nature entre les politiques répressives mises en œuvre dans les territoires européens occupés par l'Allemagne.

En Europe de l'Est, les pratiques répressives de l'appareil militaire-policier nazi s'inscrivent d'emblée dans une logique de *Weltanschauungskrieg* et de *Vernichtungskrieg* (guerre d'anéantissement) [Solchany, 2000]. Elles s'insèrent en même temps dans un projet de conquête et de réorganisation d'un « espace vital » allemand à l'Est, le *Generalplan Ost*, posant comme principe la germanisation et la refondation biologique des territoires occupés, par la colonisation et l'« extirpation » (*Ausmerzen*) de plusieurs dizaines de millions de civils désignés comme des *Untermenschen* (sous-hommes). L'opération « Barbarossa » contre la Russie bolchevique repose donc dès sa préparation sur des concepts politico-idéologiques et raciaux bafouant délibérément le droit international de la guerre. La masse des directives [Solchany, 2000, p. 339-341] appelant à un « anéantissement total et sans pitié de l'ennemi », en l'occurrence du « judaïsme bolchevique », montre que l'on est en présence d'une

2 Guerre conduite au nom d'une vision idéologique du monde.

véritable campagne de préparation psychologique des soldats à la violence totale. Si la guerre conduite dans le Sud-Est de l'Europe par l'appareil militaro-policié nazi ne peut être qualifiée de « guerre d'anéantissement » [Schmider, 1999, p. 918-919], il ne fait guère de doute que les violences massives infligées aux populations civiles ne sont pas étrangères à un racisme antibalkanique, et plus généralement au séjour prolongé des troupes allemandes dans des contrées à la fois craintes et méprisées [Messerschmidt, 2001].

Le schéma qui préside à l'élaboration de la politique répressive du MBF se distingue fondamentalement de celui-ci. Il ne répond pas à une logique de croisade idéologico-raciste ou de guerre d'anéantissement.

À long terme, il s'agissait de préparer les conditions d'un affaiblissement durable de la France dans une Europe sous domination allemande, et de rendre à jamais inoffensif l'« ennemi héréditaire » français. Si le sort final de la France restait encore à déterminer, Hitler envisageait néanmoins de réduire son territoire aux frontières de 1648, projet dont il avait chargé Wilhelm Stuckart, secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur et responsable de l'administration du Reich. Récentement « retrouvé » [Schöttler, 2003], le mémorandum relatif aux « frontières franco-allemandes », élaboré par Stuckart en juin 1940, impliquait une réduction substantielle du territoire français. Il s'inscrivait dans un programme de réorganisation et de germanisation d'une partie du continent ouest-européen, et prévoyait de très importants déplacements de populations. Assimiler ce programme à une sorte de *Generalplan Ost* serait néanmoins très exagéré. Amputée, certes, la France ne devait pas être purement et simplement rayée de la carte. Centrale dans le *Generalplan Ost*, la question raciale n'était posée que de façon annexe par le mémorandum de Stuckart, qui prévoyait effectivement l'« évacuation » (*Aussiedlung*) des futurs territoires annexés de ses éléments non germaniques, mais non pas l'« extirpation » (*Ausmerzen*) des populations concernées. Le sort réservé aux Juifs de France n'y était tout simplement pas abordé. De fait, il ne faisait aucun doute, aux yeux du MBF, que les « conditions françaises [étaient] différentes des conditions polonaises ». Il lui paraissait donc indispensable d'adapter sa politique répressive à la perspective d'une coopération future, si inégale soit-elle, entre la France et l'Allemagne. En France, la répression allemande ne se fondait donc pas, comme en Europe de l'Est, sur la criminalisation de l'ensemble de la population au nom d'une vision du monde idéologico-raciste qui aurait assimilé les Français à des *Untermenschen*, et la « lutte contre les bandes » ne

s'insérerait pas, comme à l'Est, dans les projets millénaristes nazis d'administration et de germanisation des territoires occupés.

À court terme, la politique de « maintien de l'ordre et de la sécurité » du MBF devait permettre d'assurer la sécurité des troupes d'occupation en France, de préserver le calme à l'arrière du front occidental pour ne pas gêner les opérations militaires contre l'Angleterre, en Méditerranée, puis sur le front oriental ; elle devait surtout réunir les conditions d'une exploitation économique optimale de la France au service de l'économie de guerre allemande. Elle impliquait donc le désarmement du vaincu, la surveillance étroite de son administration, le contrôle de sa vie politique et culturelle, le contrôle des mouvements d'opinion, la répression des oppositions, mais non l'anéantissement d'un adversaire perçu comme digne de respect. Ainsi, bien qu'interprété de plus en plus librement, le cadre juridique de l'occupation militaire, fondé sur les dispositions de la Convention de La Haye et les clauses de l'armistice, ne sera jamais formellement contesté par les autorités militaires allemandes en France, comme ce fut d'emblée le cas en Russie. Au contraire, l'administration militaire allemande s'illustre en France occupée par un juridisme très marqué, allant néanmoins de pair avec une interprétation extrêmement restrictive des droits des populations occupées, très éloignée des conceptions juridiques françaises et héritée de la tradition militaire allemande de la *Kriegsnotwendigkeit* (nécessité de guerre). Pour autant, l'adaptation de la tradition militaire allemande à la vision national-socialiste de la guerre, perceptible dès 1933 en Allemagne, où la thèse de l'*Existenzkampf* (combat pour l'existence) avait créé un terrain favorable à l'acceptation du *Volkstumskampf*³, du *Lebensraumkrieg*⁴ et finalement du *Vernichtungskrieg* [Messerschmidt, 2001, p. 198 et suiv.], n'a pas abouti, en France occupée, à la négation pure et simple du droit de la guerre.

Très différentes dans leurs fondements et leurs objectifs, les politiques répressives conduites par l'appareil militaro-policié allemand en France d'une part et en Europe de l'Est de l'autre, se traduisent par des pratiques de violence spécifique, qui n'excluent pourtant pas une certaine perméabilité entre les deux fronts.

La répression allemande pratiquée en France conserve ainsi, durant toute l'occupation, un volet judiciaire à visage légal, abandonné d'emblée en Europe de l'Est. Jusqu'à l'été 1941, la répression allemande des atteintes supposées ou réelles à la sécurité de la puissance occupante est même principalement judiciaire en France occupée. Cette couverture légale se fissure avec l'invasion de

3 Le terme désigne un combat « ethno-identitaire », souvent cantonné à un territoire frontalier et disputé entre deux communautés d'ethnies différentes, dont l'une est souvent minorité nationale.

4 Guerre pour la conquête d'un « espace vital ».

La politique répressive du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, un cas singulier en Europe occupée (1940-1944) ?



Gros plan sur des affiches de propagande allemandes rédigées en russe, été 1942 (anonyme). Pour la traduction, voir p. 94.

Coll. particulière.

l'URSS, mais ne disparaît pas pour autant. Bien que les victimes de la répression allemande soient, à partir de 1944, essentiellement tombées au cours d'opérations « *militaro-policières* » et que la grande majorité des personnes arrêtées et détenues par la Sipo-SD ne soit plus jugée, depuis 1943, par les tribunaux militaires du MBF, mais envoyée directement en

camps de concentration, la violence judiciaire accompagne alors progressivement celle des violences policières allemandes.

À l'exception des « *déportations expiatoires* », le type de représailles ordonnées par le MBF en cas d'attentat, notamment la prise et l'exécution d'otages, s'en tiennent par ailleurs, si on laisse momentanément de côté la problématique de leur ciblage idéologique, dans une large mesure aux coutumes militaires internationales, qui ont cependant fait l'objet de controverses durant l'entre-deux-guerres. Contrairement à ce qui se produisit en Europe de l'Est à grande échelle, les cas d'exécutions sommaires pratiquées en dehors de tout cadre réglementaire, si vague fut-il, sont restés, au moins jusqu'en 1944, exceptionnels en France.

Le tournant amorcé par la politique répressive du MBF dès la préparation, et surtout après le déclenchement, de l'opération « *Barbarossa* » contre l'URSS n'en témoigne pas moins d'une certaine perméabilité entre les pratiques répressives employées sur les deux fronts. L'invasion de l'URSS par l'Allemagne, le 22 juin 1941, transfigure au sein du MBF la perception du fait résistant, désormais assimilé à une émanation du « *judéo-bolchevisme* », et conduit à la mise en œuvre d'une logique idéologico-répressive. Interprétation restrictive du droit d'insurrection des populations occupées d'une part, préjugés antisémites et anticommunistes de l'autre, se traduisent dès lors par une criminalisation à la fois juridique et idéologique du fait résistant [Solchany, 1995]. La terreur sélective visant les Juifs et les communistes, choisie par le MBF pour préserver l'ordre et la sécurité en zone occupée sans porter préjudice à la collaboration, ouvre finalement la voie au franchissement d'un nouveau seuil de violence, marqué par le début des déportations massives de Juifs et de communistes vers l'Est, et par la mise en place de la « *Solution Finale de la question juive* » en France.

Mais appliquer le concept de *Weltanschauungskrieg* à la politique répressive conduite en France occupée à partir de l'été 1941, ou parler simplement de différence de degré et non de nature entre les stratégies répressives mises en œuvre à l'Est et à l'Ouest, nous paraît très discutable. Au moment de l'invasion de l'URSS, les pré-supposés politiques (logique de collaboration en France, logique de colonisation à l'Est), économiques (place stratégique de l'exploitation des ressources françaises dans l'économie de guerre allemande) et idéologiques (population française jugée ethniquement et culturellement supérieure aux Slaves), ainsi que les finalités de la lutte contre les « *partisans* » en Europe de l'Est d'une part, en France de l'autre, sont en effet trop éloignés les uns des autres pour autoriser un tel rapprochement. Dès lors, si la répression prit pour cible, en France, les communistes et les Juifs, c'est à la fois parce qu'on supposait, du côté allemand, que la population française y serait moins sensible, et parce que la population française dans son ensemble n'était pas assimilée aux « *Untermenschen* » d'Europe de l'Est. Encore faut-il préciser que, pour le MBF, cette forme de persécution n'était pas conçue comme fin en soi mais comme instrument de la politique d'occupation, remarque qui ne s'applique en aucun cas à l'Europe de l'Est, pas plus qu'à la Serbie, où les représailles allemandes causèrent, entre le mois de septembre 1941 et le mois de février 1942, la mort de tous les Juifs serbes de sexe masculin. Plus globalement, violence de guerre et violence génocidaire n'ont pas, en règle générale, fusionné en France comme en Europe orientale dans le cadre de la « *lutte contre les bandes* ».

Au cours des derniers mois de l'occupation, les violences subies par les populations civiles en France changent néanmoins de nature. Désormais, la « *lutte contre les bandes* » conduite par l'appareil militaro-policiier en France rappelle à certains égards la « *guerre contre les partisans* » menée depuis 1941 en Europe de l'Est. À partir du mois de février 1944, les troupes allemandes engagées en France dans la « *lutte contre les bandes* » reçoivent en effet des directives faisant écho aux « *ordres criminels* » en vigueur en Europe orientale. La répression allemande perd dès lors le caractère ciblé qu'elle avait dans une large mesure conservé jusqu'ici. La terreur toucha des fractions de plus en plus larges de la population dans les zones réputées « *infestées par les bandes* », où l'appareil militaro-policiier allemand se livra à des massacres de civils à grande échelle [Meyer, 2000 ; Lieb, 2005].

Cependant, il serait là encore excessif de confondre perméabilité des pratiques de violence entre les deux fronts et identité des formes de violence déployées en France d'une part, en Europe de

La politique répressive du *Militärbefehlshaber in Frankreich*, un cas singulier en Europe occupée (1940-1944) ?

l'Est de l'autre. Tout en couvrant les agissements des forces allemandes lorsqu'elles étaient mises en cause par les autorités françaises, les plus hautes autorités militaires allemandes implantées en France se sont en effet efforcées, certes timidement et tardivement, de réguler les manifestations de violence les plus extrêmes, ce qui permet d'écarter l'idée de planification d'une stratégie de terreur préventive aveugle comparable à celle qui fut mise en œuvre en Europe de l'Est. Toutefois, aucune sanction n'ayant été prévue pour ceux qui se rendraient coupables d'« excès », la liberté d'action laissée aux unités allemandes engagées dans la « lutte contre les bandes » resta pleine et entière. Cependant, les atrocités commises en France par l'occupant ne témoignent pas de l'abolition, au même degré qu'à l'Est, de la frontière entre combattants et non-combattants, c'est-à-dire entre « civils innocents » et résistants, entre hommes et femmes, entre adultes et enfants. Si l'on se fie aux travaux de Peter Lieb, les massacres à grande échelle de femmes, d'enfants et de vieillards, ont été plutôt rares en France. Selon Lutz Klinkhammer, la remarque s'appliquerait également à l'Italie et à la Grèce, où la « matrice masculine de la guerre » n'aurait été qu'exceptionnellement brisée par l'occupant [Klinkhammer, 1999]. Le « discours » tenu aux populations civiles d'Europe de l'Est par l'utilisation de méthodes de mise à mort particulièrement atroces – que l'on pense aux fusillades en pleine rue ou aux pendaisons publiques fortement ritualisées – ne fut pas non plus repris en France, où ces pratiques restèrent exceptionnelles, comme lors du massacre de Tulle.

Pour des raisons qui tiennent probablement tout à la fois à des considérations stratégiques, économiques et idéologiques, à la perception de l'« ennemi héréditaire » français, à la nature de l'activité résistante, mais aussi à la singularité du régime de Vichy, la politique répressive du MBF en France fut souvent plus radicale que dans le reste de l'Europe occidentale occupée pour ce qui concerne les pratiques imputables à l'appareil militaire allemand. Il nous semble cependant que les différences constatées au sein de l'Europe occidentale reflètent plus une différence de degré que de nature entre ces politiques répressives. En revanche, le caractère bien plus meurtrier de la répression conduite en Europe de l'Est et, dans une moindre mesure certes, en Europe du Sud-Est ne traduit pas seulement une différence de degré, mais bien aussi une différence de nature avec la politique répressive mise en œuvre en France. Le schéma qui préside en France à son élaboration ne procède pas, en effet, d'une logique de croisade idéologico-raciste ou de guerre d'anéantissement. Fondamentalement différentes dans leurs fondements et

leurs objectifs, les politiques répressives déployées en France d'une part, et en Europe de l'Est de l'autre, ont recours à des formes de violences spécifiques quoique perméables. Aussi, plutôt que d'appliquer le concept de *Weltanschauungskrieg* ou de *Vernichtungskrieg* à la politique répressive conduite en France occupée, il nous paraît plus juste de parler de perméabilité entre les systèmes de représentation de l'ennemi sur les fronts de l'Est et de l'Ouest. Si cette perméabilité a pu se traduire en France, dès l'été 1941, par le durcissement de pratiques répressives surdéterminées idéologiquement, puis, dans les derniers mois de l'occupation, par un réinvestissement partiel de l'expérience acquise sur le front de l'Est dans le cadre de la « guerre contre les partisans », elle a cependant sans doute conduit, en s'associant à des considérations juridiques, politiques et économiques d'ordre pragmatique, à un traitement moins brutal et surtout plus ciblé des populations civiles en France occupée. En effet, le MBF continuait à y concevoir la répression avant tout comme moyen de pacification, et non pas comme moyen d'éradication de l'ennemi idéologique ou de « nettoyage » d'un « espace vital » dont il aurait fallu « extirper » tous les éléments indésirables. ■

BIBLIOGRAPHIE

- ↳ **Delacor R., 2003**, « Weltanschauungskrieg im Westen. Zur Rolle der Wehrmacht bei Geiselerkutionen im besetzten Frankreich, 1941/42 », *Militär-geschichte Zeitschrift*, n° 62/1, p. 71-99.
- ↳ **Eismann G., 2005**, « La politique de "maintien de l'ordre et de la sécurité" conduite par le *Militärbefehlshaber in Frankreich* et ses services, 1940-1944 », thèse de doctorat.
- ↳ **Klinkhammer L., 1999**, « Der Partisanenkrieg der Wehrmacht, 1941-1944 », in Müller R.D. et Volkman H. (dir.), *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*, Munich, Oldenbourg, p. 815-836.
- ↳ **Lagrou P., 2003**, *Mémoires patriotiques et occupation nazie. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Bruxelles, Complexe.
- ↳ **Lieb P., 2005**, « Das deutsche Westheer und die Eskalation der Gewalt. Kriegführung und Besatzungspolitik, 1943-1944 », thèse de doctorat.
- ↳ **Messerschmidt M., 2001**, « Ideologie und Befehlsgehorsam im Vernichtungskrieg », *ZfG*, n° 49, p. 917-925.
- ↳ **Meyer A., 2000**, *Die deutsche Besatzung in Frankreich, 1940-1944. Widerstandsbekämpfung und Judenverfolgung*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- ↳ **Schmider K., 1999**, « Auf Umwegen zum Vernichtungskrieg ? Der Partisanenkrieg in Jugoslawien, 1941-1944 », in Müller R.D. et Volkman H. (dir.), *Die Wehrmacht. Mythos und Realität*, Munich, Oldenbourg, p. 901-922.
- ↳ **Schöttler P., 2003**, « Eine Art "Generalplan West". Die Stuckart-Denkschrift vom 14. Juni 1940 und die Planungen für eine neue Deutsch-französische Grenze im Zweiten Weltkrieg », *Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts*, n° 3, p. 83-131.
- ↳ **Schreiber G., 1996**, *Deutsche Kriegsverbrechen in Italien, Täter-Opfer-Strafverfolgung*, Munich, Beck.
- ↳ **Solchany J., 1995**, « Le commandement militaire allemand en France face au fait résistant : logiques d'identification et stratégie d'éradication », in L. Douzou et al. (dir.), *La Résistance et les Français : villes, centre et logiques de décision*, Paris, IHTP/CNRS, p. 511-530.
- ↳ **Solchany J., 2000**, « La lente dissipation d'une légende : la Wehrmacht sous le regard de l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 47/2, p. 323-353.
- ↳ **Thomas J., 1990**, *Wehrmachtjustiz und Widerstandsbekämpfung. Das Wirken der ordentlichen deutschen Militärjustiz in den besetzten Westgebieten, 1940/45 unter rechts-historischen Aspekten*, Baden-Baden, Nomos.
- ↳ **Verhoeyen E., 1994**, *La Belgique occupée. De l'an 40 à la libération*, Bruxelles, De Boeck.
- ↳ **Weber W., 1978**, *Die innere Sicherheit im besetzten Belgien und Nordfrankreich 1940/44. Ein Beitrag zur Geschichte der Besatzungsverwaltungen*, Düsseldorf, Droste Verlag.

Par Riccarda Torriani,
National University
of Ireland, Galway.

« Des Bédouins particulièrement intelligents » ? La pensée coloniale et les occupations française et britannique de l'Allemagne (1945-1949)

Article traduit de l'anglais par Nicolas Beaupré, Anne Duménil et Benoit Majerus.

« **O**n est en droit de se demander s'il est déjà arrivé que, dans l'histoire, une nation victorieuse réclame, parmi le butin de sa victoire, le droit de remodeler les attitudes traditionnelles de son ennemi pour les accorder aux siennes et qu'il a pour cela, délibérément, mis en place des moyens pacifiques et légaux » [Murray, 1978, p. 64]. Comme le notait George Murray, membre de la Commission de contrôle britannique depuis 1944, l'ambition des Alliés de « remodeler les attitudes traditionnelles » était sans précédent. Par conséquent, cela requérait une nouvelle approche de la sortie de guerre et particulièrement de l'occupation pour rendre possible une intervention à grande échelle dans la « fabrique » sociale, culturelle et même mentale de la société allemande, dont le but était de modifier profondément l'opinion publique allemande. Les politiques qui distinguaient les occupations alliées de l'Allemagne de 1945 à 1949 des précédentes situations d'occupation étaient désignées sous le terme de politiques de « rééducation », de « démocratisation » ou de « politique culturelle ». Ces mesures, et plus particulièrement leur arrière-plan conceptuel, sont au centre de cette investigation.

Cet article se concentrera sur les programmes de démocratisation de deux des quatre puissances d'occupation : la Grande-Bretagne et la France. À première vue, ces dernières ont poursuivi des programmes de rééducation et de démocratisation assez similaires ; le but était, dans les deux cas, l'introduction d'une démocratie libérale à l'occidentale. Pourtant, en comparant les mesures de ces deux puissances, des différences se manifestent assez clairement.

Mais tout d'abord, quelques mots sur les concepts utilisés s'imposent. Le terme « rééducation », en particulier, était déjà critiqué par les experts avant et durant l'occupation. Croyant que cette expression dénigrait les réalisations pédagogiques, culturelles et artistiques des

Allemands, les experts britanniques surtout évitaient ce terme. Parmi les experts français, « rééducation » était utilisée de temps à autre, mais l'expression préférée était « politique culturelle ». Cette expression est le signe d'une continuité entre la politique de rayonnement de la culture française entre les deux guerres à travers le monde et les mesures mises en place en Allemagne. La notion de « politique culturelle » ne fut toutefois jamais proprement définie et s'appliquait, comme la « rééducation », à un

domaine vaste, comprenant la politique culturelle proprement dite, la politique d'éducation, et celle des réformes sociales et publiques.

Dans ses mémoires, Noel Annan, employé à la « Political Division » britannique en 1945 et 1946, se souvenait de ces aspects « *incontestablement coloniaux* » dans le concept britannique de rééducation en Allemagne [Annan, 1995, p. 157]. Helen Liddell, du Royal Institute of International Affairs, y voyait « *une attitude "coloniale" perceptible parmi les administrateurs britanniques, même dans les domaines de l'éducation et de la jeunesse ; elle se situait dans la meilleure tradition britannique d'une supériorité bienveillante, tolérante et efficace qui avait fait des merveilles dans les colonies* » [Liddell, 1949, p. 128]. En ce qui concerne la zone d'occupation française, un observateur de l'Education Branch britannique soulignait la présence d'un lien avec la pensée coloniale : « *Dans le domaine de l'éducation, les Français ont recours d'une façon significative aux méthodes colonisatrices qu'ils ont utilisées dans le passé dans le monde entier. Leur directeur de l'Éducation publique a de l'expérience comme "chef de sûreté générale" [...] en Syrie et au Liban, régions qui ont vécu vingt-cinq ans de pénétration culturelle française. Il est satisfait de persévérer en Allemagne avec une politique coloniale intensifiée mais fondamentalement inchangé* »¹.

Si les continuités, similarités et différences entre les occupations de l'entre-deux-guerres et celles de l'après-guerre ont été parfois mises en valeur, seul un petit nombre d'historiens de l'occupation alliée en Allemagne ont mentionné la possibilité d'un lien entre pensée coloniale et occupation [par ex., Pronay, 1985]. Mais ces mentions sont demeurées de toute façon très allusives. Cet article vise à examiner plus profondément la possibilité d'un parallèle et d'une continuité



Dans la zone d'occupation britannique, une exposition en plein air. Sur le panneau on peut lire : « Ces atrocités : votre faute ! » Tiré de Wolfgang Trees (dir.), *Drei Jahre nach Null : Geschichte der britischen Besatzungszone 1945-1949*, Düsseldorf, Droste, 1978.

¹ NA, FO 1050/1104, rapport sur une visite dans la zone française.

« Des Bédouins particulièrement intelligents » ? La pensée coloniale et les occupations française et britannique de l'Allemagne (1945-1949)

OCCUPIED AREAS OF GERMANY



D.R.

Carte de l'Allemagne occupée (« Monthly report of the Control Commission for Germany », décembre 1947).

entre la pensée coloniale française et britannique et les mesures de rééducation de ces deux pouvoirs d'occupation en Allemagne [Torriani, 2005]. Ceci explique le choix de la citation du titre de cet article. Noel Annan faisait remarquer à propos de son collègue Harold Ingrams qu'il était « capable de traiter les Allemands comme s'ils étaient une tribu de Bédouins particulièrement intelligents. La discussion à l'ombre sous la tente était permise jusqu'au moment où l'officier résident frappait le sol de sa canne et rendait sa décision » [Annan, 1995, p. 157].

Les différences dans les politiques de démocratisation de l'Allemagne

Les efforts entrepris par les Français et par les Anglais pour démocratiser l'Allemagne divergeaient radicalement, tant dans les conditions de leur mise en œuvre que dans les aspects qu'ils privilégiaient. Aux yeux de Pierre-Marie König, le commandant en chef français, et de ses collègues de Paris ou de l'administration d'occupation, la démocratisation équivalait à un changement culturel. Seules des modifications de la structure culturelle du pays permettraient d'atteindre cet objectif : il fallait donc établir en particulier un contrôle sur la vie culturelle, mais aussi sur les médias, sur le contenu des livres scolaires et sur la littérature. Pour les Britanniques, le problème ne résidait pas tant dans la culture allemande que dans la faiblesse des institutions. Aussi la politique britannique de démocratisation visait-elle à réformer le cadre institutionnel pour permettre le développement d'une démocratie allemande stable.

Des conceptions divergentes des origines du nazisme sous-tendaient ces deux approches. La conviction britannique que la démocratisation de l'Allemagne passerait par une réforme des structures institutionnelles reflète clairement l'idée qu'il existait deux Allemagnes. Conformément à cette interprétation selon laquelle l'Allemagne pacifique était passée sous le contrôle de ses adversaires, les militaristes et les tenants de l'autoritarisme, qui l'avaient détournée de son cours politique, les experts à Londres et au sein de la Commission de contrôle affirmaient que, dotés d'institutions appropriées, les Allemands n'étaient, potentiellement, pas un peuple moins démocratique que tout autre. Aussi, aux yeux des Britanniques, un réajustement du cadre institutionnel, et non de l'identité culturelle, était

requis. En France, l'idée des deux Allemagnes était interprétée de façon plus critique : les « bons Allemands » – en admettant qu'il en existât – étaient considérés comme formant une minorité insignifiante. Edmond Vermeil, l'un des plus éminents germanistes français, très impliqué dans la formulation de la politique culturelle française, affirmait que l'essentiel de la culture, de l'identité et de l'histoire allemande, était l'expression de la plus militariste des deux Allemagnes. Aussi, une simple réforme institutionnelle ne pourrait suffire. Le changement devait être plus profond et viser les caractéristiques de l'identité allemande ayant formé les racines du national-socialisme.

Les experts français du Département de l'Éducation publique et du Département de l'Information, qui étaient prioritairement chargés d'opérer ce changement en profondeur, entreprirent d'importer, sur une grande échelle, la culture française en Allemagne. Les historiens ont imputé cette priorité au fait que les occupants français n'auraient guère eu autre chose à apporter dans leur zone d'occupation [Ruge-Schatz, 1977]. Cependant, la confiance placée en la culture française résulte aussi de la conviction sincère, partagée au moins par une partie des autorités d'occupation, que la civilisation française devrait jouer un rôle significatif dans la démocratisation de l'Allemagne. Ainsi, le directeur de l'Information, déclara en 1946 devant un public allemand : « La pensée libre et la culture font un avec la mentalité française »². Conformément à cette politique de « rayonnement culturel » – ainsi qu'elle était nommée –, les livres, la musique, les pièces et les films français étaient présentés comme incarnant les valeurs démocratiques. Même si les productions des autres cultures ne furent jamais complètement négligées, les programmes culturels des premières années de l'occupation montrent que la population de la zone d'occupation fut soumise à un véritable « cours intensif » de culture française : vingt et un groupes de théâtre et vingt-neuf orchestres français se rendirent dans la zone d'occupation et y donnèrent plus de cinq cents représentations de 1945 à 1947³. Aucune de ces représentations n'était de pur divertissement, et elles ne constituaient pas non plus une simple vitrine des réalisations culturelles française⁴.

Cette volonté de démocratisation par l'importation de la culture française est perceptible à travers toute la politique d'occupation française, que ce soit en matière de politique musicale, de publication, de littérature ou même dans le contenu des livres scolaires [Mombert, 1995]. Concernant ces derniers, l'implication des Français est nette non seulement en matière de contenu mais aussi pour ce qui est de l'équilibre entre les publications en langue étrangère.

² Jean Arnaud, 16 novembre 1946, AOFA, AC 653/6a.

³ Direction de l'Éducation publique, « L'œuvre culturelle française en Allemagne », 1947, AOFA, AC 839.

⁴ René Thimonnier, « Exposé des motifs », 14 avril 1947, AOFA, AC 528/5.

5 « Bilan des réalisations de la Direction de l'Éducation publique de juillet 1945 à juin 1947 », AOFA, AC 67/1.

6 « Composition des programmes du "Südwestfunk" », 19 septembre 1945, AOFA, AC 600/4.

7 Direction de l'Éducation publique, « Documentation générale concernant l'œuvre accomplie en ZFO de 1945 à 1949 », 24 juin 1949, AOFA, AC 67/1, Doc. 19.

En juin 1947, par exemple, douze volumes de littérature française avaient été produits, contre deux seulement en langue anglaise ⁵.

Si la civilisation française constituait le principal message de la politique française de démocratisation de l'Allemagne, la langue française était son principal messenger. Les fonctionnaires français étaient convaincus que la pensée française ne pouvait être correctement comprise en traduction. Aussi, dès les premiers temps de l'occupation, ils s'engagèrent dans un exercice de promotion à grande échelle de leur langue. Une des premières mesures consista à faire du français la première langue étrangère et à le rendre obligatoire pour tous les élèves à partir du secondaire. Les adultes pouvaient apprendre le français dans des cours du soir et tous les niveaux – depuis des cours pour débutants jusqu'à l'analyse de textes philosophiques français – étaient proposés. En juillet 1946, environ 29 800 Allemands étaient inscrits à des cours de français dans une des cinquante « universités populaires ». La Südwestfunk, la station de radio de la zone, diffusait des cours de français plusieurs fois par semaine et consacrait, à l'automne 1945, six heures par semaine à l'enseignement du français ⁶. Cependant, le fait que les Allemands se mettent au français était directement lié à la pression exercée par les autorités françaises : avec le transfert progressif des responsabilités aux Allemands et avec la clarification des rapports de force internationaux, la fréquentation des cours de langue française commença à décliner. En 1949, Raymond Schmittlein, le directeur de l'Éducation publique, relevait dans un rapport une diminution significative du nombre des étudiants ⁷.

Une comparaison avec l'approche britannique de la politique de démocratisation permet de mettre plus nettement en perspective la démarche française. Un membre de la Commission de contrôle britannique résumait avec justesse la conception britannique : « *Quelles qu'aient été les traditions démocratiques que vous ayez jamais eues en Allemagne, ce [sic] ne fut pas assez fort pour résister aux attaques du nazisme, et c'est pourquoi il est nécessaire de les amender* » [cité in Marshall, 1989, p. 197]. Puisque le problème de la démocratie allemande était imputé à la faiblesse des institutions organisant la vie publique, les structures de gouvernement local, la fonction publique et les médias constituèrent les principales cibles des politiques britanniques de démocratisation. Le but était, comme le soulignait le Foreign Office, de créer des circonstances dans lesquelles le modèle démocratique britannique serait adopté quasi inconsciemment par la population allemande [Welch, 1989].

Par conséquent, à la différence de leurs collègues français qui se focalisaient sur la culture et la langue française, les experts britan-

niques mirent en œuvre (ou tentèrent de mettre en œuvre) des réformes de la fonction publique, des autorités locales et des médias. Examiner les conceptions des experts du Foreign Office à Londres, qui avaient en charge la conception de ces politiques, permet d'observer de plus près comment se constitua leur modèle. La fonction publique, le mode de gouvernement local et la structure des médias étaient considérés comme non démocratiques dès lors qu'ils divergeaient nettement du modèle britannique. Aussi, la proportionnelle, la structure et les modes de recrutement de la fonction publique, l'absence de séparation des pouvoirs dans l'organisation des pouvoirs municipaux devinrent les principales cibles des politiques britanniques de démocratisation. La plupart de ces réformes, en particulier celles concernant la fonction publique, échouèrent presque complètement. Cependant comme dans le cas français pour lequel la culture française équivalait à la démocratie, il est significatif que, dans la zone britannique, la démocratie ait été associée au mode d'organisation politique développé au Royaume-Uni.

Les voies choisies par les deux puissances d'occupation ne coïncident pas. Elles reflètent pour l'essentiel des divergences profondes dans la pensée politique et sociale comme dans l'approche des territoires et de leur administration. Aussi, pour comprendre l'occupation de l'Allemagne dans un contexte historique plus large, il faut regarder au-delà de l'Europe, vers les empires français et britannique.

L'influence de la pensée coloniale sur la conceptualisation de la démocratisation allemande

Évidemment, ni les Français ni les Britanniques ne visaient à gérer l'Allemagne de la même manière que leurs colonies. Les différences entre les territoires colonisés ou « administrés » par les deux pouvoirs et l'Allemagne étaient trop évidentes. L'Allemagne était un État européen, une des grandes puissances du XX^e siècle, une nation « historique » (contrairement aux territoires colonisés, habités par des peuples soi-disant sans histoire), un espace dont étaient issus des grands penseurs, des musiciens, des écrivains et des philosophes. Établir une colonie en Allemagne ne fut donc jamais dans l'intention des Français ou des Britanniques. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que la France et la Grande-Bretagne étaient encore à ce moment-là les deux plus grandes puissances coloniales. Depuis sa création, le modèle colonisateur avait été pensé par les responsables politiques et un public intéressé ; dans les deux métropoles, des théories distinctes quant à l'administration et la « civilisation » de ces

territoires circulaient. Ces différences entre la France et la Grande-Bretagne sont un des facteurs explicatifs des différences entre les politiques appliquées dans les deux zones.

En 1885, Jules Ferry, Premier ministre, motive à la Chambre des députés l'expansion coloniale de la France à trois niveaux : économique, politique et culturel. Le dernier élément – la mission civilisatrice – était justifié par le fait que les « races supérieures » n'avaient pas seulement le droit mais le devoir d'apporter la civilisation aux « races inférieures ». Cette mission civilisatrice était pour l'essentiel un mélange entre les ambitions universalistes du républicanisme français et la conviction de la supériorité de sa propre civilisation. En effet, « la civilisation comme concept typiquement français » développé au XVIII^e siècle pouvait être considérée comme le « terme renfermant l'essence des réalisations françaises » [Conklin, 1997, p. 1 et 14]. Dans les colonies de la III^e République tout comme dans l'Allemagne occupée, les écoles étaient les principaux relais du message civilisateur de la France. À travers un système d'éducation français, le colonisateur français espérait élever, non seulement le niveau économique des populations locales, mais également leur niveau spirituel. Le but de la mission civilisatrice française était de « transformer en Français et par l'éducation des non-francophones » [Conklin, 1997, p. 73]. Des spécialistes de la théorie coloniale française ont souligné avec raison la transformation graduelle de l'assimilation pure vers un système plus adapté aux conditions locales. Néanmoins, l'accès aux idées qui faisaient de la nation française « la grande nation » était une des principales motivations de la pensée coloniale durant toute la III^e République.

Considérée sous cet angle, l'importance accordée par les Français à la culture et à la civilisation en Allemagne occupée devient plus compréhensible. La promotion de la pensée française en Allemagne, aussi bien par des experts que par des politiciens, se nourrit de la même conviction qui a donné naissance à la mission civilisatrice dans les colonies : « Il faut y apporter un esprit de saine émulation, de conquête morale du vaste domaine que représente l'Allemagne du Sud [...]. Il faut créer un vaste courant spirituel de pensée française et humaine qui fasse que tous les regards soient tournés vers nous »⁸, déclarait un fonctionnaire français. Déclaration comparable à bien des égards au traité d'Albert Sarraut sur les colonies en 1923, dans lequel la politique coloniale française est essentiellement définie par son humanité, que l'auteur relie directement au concept d'une solidarité humaine plus générale [Betts, 1978, p. 40]. En remplaçant l'adjectif « colonial » par « occupation », cette réflexion ne serait pas inconcevable pour décrire les finalités de l'occupation française de l'Alle-

magne. En fait, les références à la mission culturelle de la France sont innombrables. Cela allait de l'idée que les peintures de paysages français étaient essentiellement une expression de l'humanité de la France jusqu'à la prétention que la littérature française exprimait le mieux les qualités humaines universelles. Sans doute, si la phrase d'Eugen Weber, citée régulièrement, de transformer les « paysans en Français » faisait allusion à un concept de « Français » qui incluait certaines qualités morales et sociales, les Allemands dans la zone d'occupation française devraient être transformés en « Français » tout comme les sujets coloniaux quelques décennies plus tôt [Weber, 1976]. Non pas des Français de nationalité française, mais des êtres éclairés et rationnels qui estiment les idéaux de la République et la clarté de la pensée.

La politique linguistique française est en effet un bon exemple de ces parallèles. En 1914, William Ponty, gouverneur général de l'Afrique occidentale française notait dans une circulaire « relative aux programmes scolaires » que, même si les mots disparaissaient, les idées que les éducateurs français avaient communiquées resteraient. Il soulignait que c'était par ces idées que les « barbares » seraient transformés en disciples civilisés [cité in Conklin, 1997, p. 84]. Une réflexion de Schmittlein de 1947 s'en fait l'écho : « Notre langue doit servir de véhicule à la jeunesse allemande pour pénétrer dans le monde, si nouveau pour elle, de la liberté et de l'individualisme. » Fondamentalement, il apparaît qu'aussi bien les coloniaux que l'administration occupante de l'Allemagne croyaient que les valeurs républicaines de la France étaient saisissables seulement à travers la langue dans laquelle elles avaient été initialement formulées.

Les trois motifs de l'expansion coloniale, définis par Jules Ferry à la fin du XIX^e siècle, n'étaient pas tellement différents de l'argumentation britannique à la même époque. L'empire britannique se justifiait, comme son pendant français, par l'économie et le commerce, le pouvoir et le prestige, ainsi que l'ambition de propager culture et civilisation. En effet, l'idée d'une mission civilisatrice était aussi très importante dans la pensée coloniale britannique : « la foi [victorienne] dans le rôle de l'Empire britannique destiné à guider le monde vers les arts de la civilisation, à apporter la lumière, à enseigner les vraies méthodes de gouvernement, à nourrir et à protéger la tradition libérale » [Thornton, 1984, p. XXIX]. À première vue, cette définition de l'aspect civilisateur de l'impérialisme britannique semble très proche du modèle français. Mais une analyse plus détaillée dévoile déjà un point qui constitue une différence significative entre la « mission civilisatrice » des Français et celle des Britanniques : ces derniers définissaient leur tâche par les méthodes de gouvernement

⁸ Braman, « Considérations morales et techniques sur l'influence française en Allemagne », 4 août 1948, AOFA, AP 127/3.

et la tradition libérale. Ainsi, la politique coloniale britannique visait davantage à introduire des structures institutionnelles et des méthodes expérimentées en Grande-Bretagne – au moins dans la mesure où elles étaient jugées adaptées à ces pays éloignés.

Là aussi, on peut donc tracer une continuité directe entre les conceptions britanniques du gouvernement des colonies et celles de l'Allemagne occupée. Toutes les deux reposaient sur l'idée qu'avec le bon cadre institutionnel, les régions placées sous leur administration se développeraient selon leurs désirs. En Allemagne, les Anglais pensaient à une démocratie libérale ; dans les colonies, les ambitions étaient bien sûr plus ambiguës. Dans les deux cas, toutefois, la mise en place de ce cadre, acceptable pour les administrateurs britanniques, était aussi bien dans les colonies qu'en Allemagne définie par l'idée d'*indirect rule*. Le plus souvent associée à Frederick Lugard au Niger, l'*indirect rule* était un élément central de l'administration coloniale britannique depuis l'émergence du système de la résidence (*Residency System*) en Inde depuis les années 1760. Les résidents (*Residents*), comme se nommaient les conseillers politiques britanniques auprès des cours des princes indiens, « tentaient d'inciter les gouvernants et officiels indiens à se conformer aux attentes britanniques et à implémenter les modèles politiques britanniques. Les résidents aidaient et formulaient ces politiques et plus significativement encore, les renforçaient avec l'aide des gouvernants indiens » [Fisher, 1998, p. XIII]. Au milieu du XIX^e siècle, ce système était devenu l'un des principaux outils de l'administration en Inde, et en 1858, la reine Victoria déclara que ce système devait devenir permanent dans tout l'empire britannique. Dans une note de novembre 1943, écrite par un expert du Foreign Office sur la démocratisation de l'Allemagne, Con O'Neill, le but et la nature de l'autonomie indirecte reflètent ce précédent colonial : « Dans le but de réaliser notre objectif, le contrôle de l'éducation allemande devrait avant tout être indirect, invisible et aussi lointain que cela serait compatible avec son efficacité. Nous devrions apparaître comme guidant plutôt qu'initiant »⁹. Le contrôle indirect de l'Allemagne occupée était sans aucun doute, dans une certaine mesure, une réponse pragmatique à la situation. Néanmoins on ne peut ignorer les parallèles conceptuels entre l'administration des colonies et celle prévue pour l'Allemagne.

Dans l'empire, les officiers de district britanniques ne géraient pas les colonies directement, mais à travers l'intermédiaire du dirigeant local. Dans les limites institutionnelles définies par les Britanniques, les chefs locaux disposaient d'une certaine autonomie. Ceci était reproduit dans la zone d'occupation britannique. Comme l'affirmait

une publication officielle de 1946, « le gouvernement militaire ne devait pas signifier une administration directe par des officiers britanniques mais un gouvernement indirect par des officiels allemands. Ceux-ci devaient recevoir leurs instructions de la puissance occupante »¹⁰. Adressée à la presse, la directive du gouvernement militaire du 20 septembre 1945 illustre clairement ce principe : « Tous les journaux de la zone britannique sont [...] dirigés par des Allemands, reçoivent des instructions générales des autorités britanniques et opèrent sous licences qui les obligent à utiliser les services des agences de presse contrôlées par les Britanniques »¹¹. Dans le domaine de l'éducation, le contrôle indirect du service de l'éducation devait approuver les programmes scolaires, les cours et les manuels de manuels. Ainsi, la décision de savoir quels manuels, une fois ceux-ci autorisés, devaient être utilisés ou comment organiser l'enseignement au quotidien était de la responsabilité du personnel éducatif allemand. Hugh Carlton Greene tenait à souligner pour sa part, lors de son discours de prise de fonction comme contrôleur de la radio (*controller of broadcasting*) de la station zonale en automne 1946 qu'après une première phase de « pratique de la démocratie sous contrôle britannique », il n'y aurait plus d'interventions directes dans les sphères éditoriales et de programmation. Son rôle était à terme de « se rendre lui-même superflu » [Bausch, 1980, p. 47]. Ainsi, de même qu'il y avait un résident derrière le trône de chaque dirigeant indien, il y avait un membre de l'équipe occupante britannique derrière chaque Allemand nommé à une position publique. Et l'administration coloniale et la démocratisation en Allemagne étaient fondées sur le même principe : la définition des limites et du cadre institutionnel qui étaient à la base des paramètres de la société.

Conclusion

Ce bref examen comparatif a permis de montrer que les différences majeures entre les approches française et britannique de la rééducation et de la démocratisation reproduisaient en fait les différences entre les concepts de l'administration coloniale qui prévalaient à Londres et à Paris. Centré sur l'arrière-plan conceptuel de ces politiques, il montre aussi les parallèles qu'il pouvait y avoir entre la mission civilisatrice et la politique culturelle en Allemagne occupée, dans le cas français, et le système de la « résidence » et de l'*indirect rule* dans l'administration de sa zone, dans le cas britannique.

Certes, jamais dans l'histoire les développements plus tardifs ne reproduisent trait pour trait les précédents, et c'est évidemment le cas ici également. Néanmoins, il est indéniable que la manière dont la France usa de la « culture » et les Britanniques du cadre institu-

10 Con O'Neill, « The re-education of Germany », 17 novembre 1943, NA, FO 371/34462 – C14087.

11 « Handbook : aims and achievements of military government in the British zone. Information for German officials », février 1946, NA, FO 1005/1697.

9 Direction de l'Éducation publique, « L'œuvre culturelle française en Allemagne », 1947, AOFA, AC 839.

tionnel dévoile un certain degré de similarité avec la pensée coloniale, quelle que soit la différence des buts poursuivis. En effet, le but premier des occupants était d'introduire la démocratie en Allemagne. Dans les colonies, si les buts étaient plus divers, ils n'incluaient certainement pas d'introduire une démocratie du type de celle qu'on voulait pour l'Allemagne. En second lieu, la domination coloniale pouvait, au moins en théorie, être indéfinie, alors que l'occupation de l'Allemagne était dès l'origine destinée à favoriser la création éventuelle d'une Allemagne indépendante et démocratique.

Néanmoins les parallèles évoqués ne peuvent être ignorés si l'on veut comprendre non seulement comment les Alliés occupèrent l'Allemagne mais aussi pourquoi les puissances occupantes choisirent certaines mesures plutôt que d'autres. Une telle approche ouvre à coup sûr des perspectives d'investigations nouvelles. Pour en revenir à la citation de George Murray ouvrant cet article, ce dernier avait certainement raison de présenter la rééducation et la démocratisation de l'Allemagne comme étant sans précédent. Cependant, ce n'était pas tant les concepts de ces politiques qui étaient neufs – ils étaient fondés sur des modèles coloniaux –, que la résolution à les appliquer à une nation moderne et industrialisée. Là se situait la ligne de partage des eaux dans l'approche des situations post-confliktuelles. ■

BIBLIOGRAPHIE

Abréviations :

AOFA : Archives
de l'occupation française
en Allemagne et en
Autriche, Colmar.
FO : Foreign Office, Londres.
NA : Archives nationales,
Londres.

Sources imprimées et témoignages :

- ↘ Annan N., 1995, *Changing Enemies. The Defeat and Regeneration of Germany*, Londres, Harper Collins.
- ↘ Liddell H., 1949, « Education in occupied Germany : a field study », in H. Liddell et al. (ed.), *Education in Occupied Germany / L'Éducation de l'Allemagne Occupée*, Paris, Rivière.
- ↘ Murray G., 1978, « The British contribution », in A. Hearnden (ed.),

The British in Germany. Educational Reconstruction After 1945, Londres, Hamish Hamilton.

Littérature secondaire :

- ↘ Aldrich R., 1996, *Greater France : A History of French Overseas Expansion*, Basingstoke, Macmillan.
- ↘ Bausch H., 1980, *Rundfunkpolitik nach 1945. Erster Teil : 1945-1962*, Munchen, DTV.
- ↘ Betts R., 1978, *Tricouleur : The French Overseas Empire*, Londres, Gordon and Cremonesi.
- ↘ Conklin A., 1997, *A Mission to Civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930*, Stanford University Press.
- ↘ Fisher M. H., 1998, *Indirect Rule in India. Residents and the Residency System,*

1764-1858, Oxford, Oxford University Press.

- ↘ Marshall B., 1989, « British democratisation policy in Germany », in I. Turner (ed.), *op. cit.*
- ↘ Mombert M., 1995, *Jeunesse et livre en Zone française d'occupation 1945-1949*, Presses universitaires de Strasbourg.
- ↘ Pronay N., 1985, « Introduction », in N. Pronay et K. Wilson (eds.), *The Political Re-education of Germany and Her Allies*, Londres, Croon Helm.
- ↘ Ruge-Schatz A., 1977, *Umerziehung und Schulpolitik in der französischen Besatzungszone, 1945-1949*, Francfort, Peter Lang.
- ↘ Thornton A. P., 1984,

The Imperial Idea and Its Enemies, 2^e éd., Basingstoke, Macmillan.

- ↘ Torriani R., 2005, « Nazis into Germans. The re-education and democratisation in the British and French occupation zones, 1945-1949 », thèse de doctorat, Cambridge University.
- ↘ Turner I. (ed.), 1989, *Reconstruction in Post-War Germany*, Oxford, Berg.
- ↘ Weber E., 1976, *Peasants Into Frenchmen : the Modernization of Rural France, 1880-1914*, Stanford University Press.
- ↘ Welch D., 1989, « Priming the pump of German democracy : British "re-education" policy in Germany after the Second World War », in I. Turner (ed.), *op. cit.*

Les recherches privilégiant une nouvelle approche du travail à l'usine via la perception qu'en ont les ouvriers se multiplient aujourd'hui. Il s'agit pour les chercheurs de se dégager d'une vision « macro-sociale » de l'usine pour se glisser dans les interstices de son espace et dans les failles de son organisation. Ainsi, ils mettent en valeur la manière dont les ouvriers jouent sur celles-ci pour mettre à distance la pénibilité et la dureté du travail¹. Le renouveau des études sur la « perruque », production personnelle et avant tout utilitaire réalisée sur le temps et avec le matériel de l'usine, en fait partie intégrante². En effet, son existence témoigne que, « dans un décor de gestes programmés pour être rentables [...], les salariés parviennent ainsi parfois à intercaler d'autres gestes dont la finalité leur appartient sans être marchands »³.

Le travail en « perruque » : entre résistance et régulations

Les voies de connaissance de cette production semi-clandestine, marginale, sont cependant malaisées. Ancien salarié des usines Renault et, à ce titre, ancien perruqueur, Robert Kosmann s'est fait, depuis quelques années, historien⁴. Ce double statut le rend particulièrement apte et attentif à restituer ce que les ouvriers pensent de leur travail. Il est conduit à nuancer les études déjà existantes qui, selon lui, grossissent le sens et la fonction de l'objet pour en faire tantôt un instrument de lutte agité par les ouvriers, tantôt un outil de régulation utilisé par la maîtrise. Confrontant les études scientifiques, les témoignages recueillis et sa propre expérience, il rappelle que la perruque des ouvriers qualifiés est avant tout une manière individuelle et subjective de se réapproprier travail et savoir-faire pour résister à l'ennui. Si ces réflexions peuvent appeler critiques et interrogations, c'est le souhait d'*Histoire & Sociétés* de participer à la rencontre de chercheurs, d'historiens venus d'horizons divers, afin de croiser les multiples écritures de l'usine et de son histoire. ■

1 D. Corteel, « Produire et s'amuser à l'usine », *Histoire & Sociétés*, n° 13, janvier 2005, p. 68-79.

2 É. de Banville, *L'Usine en douce*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; M. Manteby, « La perruque en usine », *Sociologie du travail*, n° 45, 2003, p. 453-471.

3 H. Caubel, « Objets choisis », *Des œuvres au quotidien*, Paris, Mains d'œuvres, 2003.

4 Titulaire d'un DEA sur les conventions collectives à la Régie Renault en 1955, il est l'auteur d'articles sur la « perruque », le taylorisme chez Renault, les forgerons de la RATP, l'exploitation coloniale des coolies chez Michelin, etc.

Les collections photographiques du Centre d'études « Guerre et sociétés contemporaines » (Bruxelles)

Chantal Kesteloot (Ceges)



Affiche de propagande du gouvernement belge de Londres illustrant la participation du Congo à l'effort de guerre. Cette affiche existe en trois langues : français, néerlandais et anglais. 60 x 54 cm, s.d.

Bien plus tard que ses homologues français et néerlandais, le Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale (devenu en 1997 le Centre d'études « Guerre et sociétés contemporaines », Ceges) a vu le jour en 1969. L'année suivante, le Centre s'est vu confié l'important fonds photogra-

phique de l'agence de presse Siphon, qui avait été saisi par les autorités belges à la Libération pour cause de collaboration avec l'occupant allemand.

Composé de quelque 300 000 photos, ce fonds est en voie de classement et de mise en ligne (entamée en 1998).

Le drapeau nazi flotte sur Liège. Otto Kropf (non légendée). Faisait partie d'un ensemble de 286 diapositives en couleurs sur la Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale (1940-1941).



Le fonds Siphon couvre de larges pans de la vie culturelle, politique et sociale de la Belgique et d'autres pays européens. Pour la période de guerre, elles ont une incontestable dimension de propagande. Il s'agit de montrer l'occupant sous son meilleur jour : sa courtoisie envers les

populations civiles et son rôle essentiel dans la vie culturelle des pays occupés.

Le photographe professionnel, Otto Kropf profite de son séjour en Belgique de mai 1940 à fin 1941 pour effectuer de nombreux reportages photogra-

phiques : sa collection constitue un ensemble unique. Parmi les sujets évoqués, un reportage photographique tout à fait exceptionnel au camp de concentration de Breendonk, le 13 juin 1941. Les détenus photographiés sont des Juifs alors détenus dans le camp. [...]



La guerre et l'insouciance. Les enfants s'amuse sur la plage d'Ostende malgré les barbelés qui rappellent le caractère stratégique et militaire de la côte. (1940-1941). Otto Kropf, non légendée, *idem*.

[...]
reproduction fidèle de la réalité de la guerre, et non en tant que document requérant une lecture critique. Ces cinq dernières années, les archives photographiques ont traversé une véritable révolution.

Suite à leur mise en ligne, elles connaissent un rayonnement international, mais surtout leur approche se veut beaucoup plus scientifique que par le passé. Elles constituent

désormais un matériau d'analyse à part entière. En outre, grâce aux innovations technologiques, les photos de particuliers peuvent désormais aisément être reproduites. Cette possibilité offre d'innombrables perspectives en termes d'enrichissement des collections. À travers le prisme du quotidien et des rites familiaux, c'est tout un pan de l'histoire culturelle qui acquiert une tout autre dimension. [...]

© Ceges

[suite de la page 87]

Au fil du temps, le statut des photos du Ceges, de même que la demande du public se sont incroyablement transformés. Pendant longtemps, elles ont été utilisées comme simple support illustratif de textes écrits. La seconde phase a été celle des ouvrages de type « album de guerre », où le matériau photographique était certes omniprésent, mais comme s'il constituait une [...]



© Ceges

La foule regarde l'incendie de la synagogue à Anvers, 14 avril 1941.
Photo isolée non légendée.
Provenance inconnue.

© Ceges

Défilé de mode allemande à Bruxelles. Légende : « Le défilé de la couture allemande au Palais à Bruxelles le 28 juin 1941. Un modèle de robe de soir pour jeunes filles. » Photo faisant partie d'un ensemble de 6 photos.



© Agence Siphio, Ceges

[suite de la page 89]

Les photos ne représentent pas le seul support des archives iconographiques du Ceges. Celles-ci contiennent aussi quelque 2 000 affiches couvrant *grosso modo* la période des années 1930 au sortir de la guerre. ■

Images allemandes du front est

Nicolas Beaupré

Les marchés aux puces et brocantes sont des espaces de commerce mais aussi de convivialité structurés par le rapport au passé des sociétés. Par capillarité, du fait de l'intérêt du public, ils permettent à des documents et objets du passé de « remonter à la surface ». Ainsi, ils réservent parfois des surprises aux chineurs. Les images présentées ici et confiées à notre revue sont issues d'une collection particulière. Elles ont été dénichées en 2000 sur le marché aux puces du Tiergarten de Berlin. Le fonds, sans aucune annotation, est [...]



© Coll. particulière

Anonyme, s.l.n.d.
Une colonne de soldats allemands à l'Est en été.

Collecte du secours d'hiver à Copenhague, 18 septembre 1940. Photo de propagande allemande. Légende : « Comme le secours d'hiver allemand. Dans une proportion nettement moins, on fait également appel à la générosité du public en Danemark, cette fois, en faveur des enfants tuberculeux. Ce sont de jeunes auxiliaires qui sont chargées de la collecte. Les soldats allemands sur place participent volontiers à la collecte danoise. » Photo isolée.



© Agence Siphio, Ceges



© Coll. particulière

Anonyme.
Village russe en hiver.

anonyme, s.l.n.d.
de prisonniers
soviétiques.



© Coll. particulière



Anonyme, s.l.n.d.
Massacre de civils
à l'Est.

[...] Malgré toutes ces limites, les images sont cependant d'un grand intérêt documentaire. Elles représentent en effet les différentes modalités de la « rencontre » résultant de la situation d'occupation des territoires soviétiques et du regard porté par l'occupant sur ces territoires et leurs populations. Cette « rencontre » est [...]

[suite de la page 91]

visiblement issu d'une ou plusieurs collections personnelles de combattants allemands du front de l'Est. Il comprend 14 images de petit format (tirages sur papier entre 9,5 x 6 cm et 7,5 x 5,7 cm). Elles sont de qualité inégale, mais certaines sont plastiquement remarquables, comme celle représentant la colonne de soldats allemands.

Il est difficile de les situer (sauf pour la photographie au début de l'article de Gaël Eismann qui mentionne la ville de Porchow, située à un peu plus de 200 km au sud de Leningrad). L'ensemble de la collection permet de penser qu'elles sont toutefois toutes issues du front de l'Est. Les dater est aussi hasardeux, mais en les croisant, on peut imaginer qu'elles doivent plutôt être datées de la première partie de la campagne de Russie (été 1941-hiver 1942-1943), sans certitude toutefois.



Anonyme, s.l.n.d.
Cadavre de soldat russe.

[Suite de la p. 93]

marquée à la fois du sceau de l'extrême violence – comme le montrent la photographie d'un massacre de civils en couverture de la revue ou encore celle d'un cadavre de soldat

russe – et de l'idéologie nationale-socialiste que l'on perçoit dans les affiches allemandes antibolcheviques rédigées en russe et placardées sur une isba. [...]



© Coll. particulière

Anonyme. Affiches de propagande allemandes rédigées en russe (sans doute été 1942). Sur la première on peut lire : « Il y a un an commençait la lutte pour notre libération ! » ; sur la seconde : « Annihilez les provocateurs ! Il en va de votre vie ! » ; sur la troisième : « Tout le monde

doit manger à sa faim ! Contre les accapareurs du pain ! » ; et sur la dernière, qui montre un bras portant la croix gammée saisir Staline par le col au moment où il incendie un village : « L'heure du châtimeur de l'assassin et provocateur Staline arrive ! »



Anonyme, s.l.n.d. Enfants russes sous le regard curieux du photographe allemand.

Coll. particulière

[...]

Cette violence comme résultat de la guerre et de l'occupation se retrouve aussi dans les colonnes de prisonniers ou de réfugiés jetées sur les routes des territoires envahis. Mais elle côtoie aussi un regard « ethnographique » porté sur les populations occupées, comme la photographie des deux enfants en témoigne. On peut même y associer une dimension « touristique » (panorama du village russe sous la neige), où le pittoresque permet une fixation

argentique du souvenir et même du trophée de guerre.

En tout cas, la conjugaison de ces regards dans leurs différentes dimensions montre bien que l'expérience de l'altérité demeurait, pour les occupants « à l'Est », placée sous le sceau d'une absolue étrangeté qui excluait quasiment toute « normalisation » des relations occupants-occupés, quel que soit le sens donné à cette normalisation. ■



Anonyme, s.l.n.d. Réfugiés jetés sur les routes.

Coll. particulière